

# la Vie Ouvrière

REVUE SYNDICALISTE BI-MENSUELLE

Paraissant le 5 et le 20

## SOMMAIRE

Les serfs de Meurthe-et-Moselle.....	A. MERRHEIM.
Déclarations du général de Négrier.....	P. M.
Carlo Cafiero.....	J. GUILLAUME.
Les événements de Buenos Aires.....	X. X. X.

## A TRAVERS LES LIVRES

Le chemin du Pouvoir, par Karl KAUTSKY (H. LANTZ). — Travailleurs au rabais.  
La lutte syndicale contre les sous-concurrences ouvrières, par Paul  
GEMAHLING (R. L.).

## LA QUINZAINE SOCIALE

LES FAITS. — NOTES ET DOCUMENTS : Les progrès du syndicalisme  
révolutionnaire aux Etats-Unis; L'antipatriotisme en Angleterre; Le  
socialisme en danger; Le congrès confédéral de Toulouse; Bas les pattes!

ADMINISTRATION ET RÉDACTION

42, Rue Dauphine, 42

PARIS (VI<sup>e</sup>)

## LA VIE OUVRIÈRE

Revue syndicaliste bi-mensuelle paraissant le 5 et le 20

### CONDITIONS D'ABONNEMENT :

FRANCE, ALGÉRIE & TUNISIE		EXTÉRIEUR	
TROIS MOIS.....	2 fr. 50	TROIS MOIS.....	3 fr.
SIX MOIS.....	5 fr. »	SIX MOIS.....	6 fr.
UN AN.....	10 fr. »	UN AN.....	12 fr.

PRIX DU NUMÉRO : France : 0 fr. 50. — Extérieur : 0 fr. 60.

Les abonnements partent du 1<sup>er</sup> de chaque mois.

Adresser toute la correspondance relative à la Rédaction et à l'Administration à PIERRE MONATTE, 42, rue Dauphine, Paris-vi<sup>e</sup>.

### HEURES DE PERMANENCE :

Tous les matins, de 9 heures à midi. — L'après-midi, de 2 heures à 7 heures, le jeudi seulement. — Le soir, de 9 à 11 heures, tous les lundis.

### NOS EDITIONS

## L'Affaire de l'Ouenza

A genoux devant le Comité des Forges  
La révision de la loi de 1810 sur les mines

Forte brochure de 64 pages, par A. MERRHEIM

L'exemplaire,	0.20	dans nos bureaux ;	0.25	franco
10 exempl.	1.70	—	2 »	—
50 —	7.50	—	8 »	—
100 —	14 »	—	15 »	—

### EDITIONS DE LA GUERRE SOCIALE

## LA CLASSE OUVRIÈRE

Série de brochures à 15 centimes

par L. et M. BONNEFF

- 1° Les Boulangers — 2° Les Employés de Magasin
- 3° Les Terrassiers
- 4° Les Cheminots (1<sup>re</sup> partie) — 5° Le Restaurant

## UNE RÉGION INDUSTRIELLE

## Les Serfs de Meurthe-et-Moselle

Il est temps, grand temps, que nous établissions ici une vue d'ensemble de la situation en Meurthe-et-Moselle. Dès la rentrée des Chambres, la question des concessions de mines de fer et de houille va revenir en discussion. Il faut nous hâter. Il y a tant de choses à dire.

Avant d'examiner la question des concessions proprement dites, il est nécessaire de regarder le sort fait aux travailleurs mineurs et métallurgistes de ce bassin, de se rendre compte aussi de la force et de la richesse du patronat groupé dans le Comptoir de Longwy.

C'est après seulement que nous pourrons, tablant sur les crimes commis dans le passé et dans le présent, établir en pleine lumière que donner les concessions, c'est commettre une indignité, une infamie.

Ce n'est pas cela, nous le pensons bien, qui peut être de nature à arrêter un Millerand qui a déjà signé, paraît-il, les décrets de concession et qui n'attend qu'une occasion pour les sortir de son tiroir. Non. Nous ne sommes pas naïf à ce point.

« La loi de 1884 sur les syndicats, je m'en fous » disait le commissaire spécial d'Auboué, le 1<sup>er</sup> mai dernier, à mon collègue Lenoir. Ils se foutent de tout, là-

bas. Chez eux, pas de limites à la durée du travail, pas de repos hebdomadaire, les blessés du travail pourchassés avec férocité ou jetés dans les « boucheries » — on appelle ainsi, là-bas, les hôpitaux annexés aux usines.

Le commissaire spécial Garant ne faisait que répéter et exécuter le mot d'ordre des Cavalier, des Dreux, des de Wendell, des Magnin, des Fould, des Raty, des d'Adelsward qui règnent en tyrans sur cette région.

Il s'agira de savoir ce que peut, non une série d'articles, mais la classe ouvrière contre cette alliance du patronat de la Meurthe-et-Moselle et d'une bande de politiciens.

Nous avons marché seuls jusqu'à ce jour ; nous continuerons seuls, s'il le faut, mais qu'on se dise bien quelque part qu'une fois la bataille finie, gagnée ou perdue, nous réglerons nos comptes.

\* \* \*

Il n'est pas inutile de rappeler que ce furent des membres de la section de Longwy de la Ligue des Droits de l'Homme qui créèrent, en 1904, le premier syndicat dans cette région.

Un vétérinaire, M. Gauche, en fut l'inspirateur. Son but était d'ordre politique et ce fut le député socialiste des Ardennes, Lassalle, qui le seconda au début. Ce dernier présenta même, à une réunion syndicale qui se tint à Villerupt, le général Godart comme candidat... républicain.

En 1905, éclate la première grève. Ce sont les mineurs de fer du bassin de Longwy qui se révoltent. Ils demandent :

- 1° La diminution du prix des denrées à l'économat ;
- 2° La diminution du prix de la poudre et des mèches ;
- 3° Un contrôleur, payé par eux, aux bascules.

Immédiatement, dans toute la grande presse, c'est un concert d'injures. Depuis, nous avons su, par Jean Gautier (1), que si les journaux nationalistes marchaient à l'œil, la presse républicaine fut largement arrosée.

M. Charles Bos reçut 4.000 francs de la Société des Aciéries de Longwy, qui prenait l'engagement, en outre, de le soutenir aux élections législatives de l'autorité de son argent...

Le *Rappel* reçut quinze cents abonnements pour Mont-Saint-Martin et la Meurthe-et-Moselle...

... La *République Française* reçut, elle aussi, une somme de 10.000 francs pour les articles qui furent publiés et dont l'auteur était M. Dreux lui-même (2).

On devine ce qu'étaient ces articles. On publia des bons de paie indiquant que les mineurs gagnaient jusqu'à dix-huit francs par jour.

Naturellement on oublia d'ajouter que ces bons de paie étaient ceux des *tâcherons* occupant trois et quatre ouvriers dont chacun leur rapportait un joli bénéfice.

Il est incontestable que pour les mineurs — non pour les métallurgistes qui gagent de 3 à 5 francs par jour — les salaires sont assez élevés.

Mais, en définitive, ce fort salaire ne grève guère l'industriel. Ce salaire, il le reprend à l'ouvrier : 1° par l'économat-coopérative ; 2° en lui faisant payer la poudre et l'outillage ; 3° en lui infligeant des amendes auxquelles viennent se joindre les retenues pour les caisses de secours et de retraites.

Des exemples vont le démontrer amplement. Prenons le bassin de Nancy, pour bien montrer que ces

(1) Jean GAUTIER : *Le Clergé, les Royalistes et les Jaunes*.

(2) *Ibid.*, page 105.

faits ne sont pas particuliers au bassin de Longwy. Nous prendrons ensuite le bassin de Briey. D'un bout à l'autre de ces nouvelles et riches exploitations les procédés sont les mêmes.

#### LES RETENUES DE TOUTES SORTES

A la mine de Champigneulle, appartenant aux Aciéries de Denain-Anzin, la poudre est vendue aux ouvriers 1 fr. 30 le kilo ; la mèche, 0 fr. 35 les dix mètres ; le carbure, 0 fr. 50 le kilo. On retient encore 1 p. 100 sur les salaires pour l'outillage.

A la mine de Fontaines-des-Roches (appartenant aussi aux Aciéries de Denain-Anzin), l'ouvrier paie 1 fr. 85 le kilo de poudre ; 0 fr. 30 la couronne de mèche de 10 mètres ; 0 fr. 50 le kilo de carbure pour sa lampe. On lui retient 1 p. 100 de son salaire pour l'outillage ; 1,50 p. 100 pour la caisse de secours ; 2 p. 100 pour la caisse de retraites. Il n'y a pas d'économat, mais la Société délivre des bons de marchandises à ses ouvriers et ceux-ci sont obligés d'aller chez les commerçants désignés par la Direction. Ces commerçants versent 4 p. 100 de la valeur des achats à la caisse de secours de l'usine. On voit tout l'intérêt de cette combinaison qui alimente, au profit de l'usine, la caisse de secours. Comme le commerçant ne perd jamais rien c'est l'ouvrier qui fait, en définitive, tous les versements à sa caisse de secours.

A la mine du Bois-du-Four (appartenant à J. Marcellet et Cie), la poudre se vend 1 fr. 90 le kilo ; la mèche, 0 fr. 45 les 10 mètres ; le carbure, 0 fr. 50 le kilo. On retient à chaque ouvrier 0 fr. 10 par journée de travail pour réparations d'outils ; 0 fr. 50 par manche d'outil ; 1 p. 100 du salaire net pour la caisse de secours ; 2 p. 100 pour la caisse de retraites ; 0 fr. 50 en moyenne par quinzaine pour les amendes.

Aux mines de Ludres (appartenant à la Société des Aciéries de Pompey), l'ouvrier paie sa poudre 1 fr. 75 le kilo ; le carbure, 0 fr. 40 le kilo ; la mèche, 0 fr. 50 les 10 mètres ; l'huile, 1 franc le kilo ; 1 fr. 25 pour l'entretien de l'outillage, plus 0 fr. 50 par manche d'outil et il lui en faut 2 par mois ; 1 fr. 50 à la caisse de secours ; autant pour la caisse de retraites.

Ainsi, voilà quatre concessions différentes prises au hasard des réponses à un questionnaire. Dans la première, la poudre se vend 1 fr. 30 ; dans la seconde, 1 fr. 85 ; dans la troisième, 1 fr. 90 ; dans la quatrième, 1 fr. 75. On remarquera de plus qu'à Champigneulle la poudre se vend 1 fr. 30 ; à Fontaines-des-Roches 1 fr. 85 ; cependant ces deux concessions appartiennent à la même Société des Haut-Fourneaux, Forges et Aciéries de Denain-Anzin.

En moyenne, m'ont affirmé les mineurs, dans les bassins de Nancy et de Longwy l'ouvrier consomme un demi-kilo de poudre par jour.

En prenant comme base *minimum* 25 jours de travail par mois, voici le total des retenues que supporte un mineur :

Poudre 1/2 kilogr. par jour) (1).....	23 75
Mèche (3 couronnes par quinzaine).....	2 70
Carbure (1 kilogr. tous les trois jours)....	4 25
Réparations d'outils (0 fr. 10 par jour)...	2 50
Manches d'outils (2 par quinzaine).....	2 »
Caisse de secours et de retraites (3 p. 100).	7 50
Amendes (0 fr. 50 par quinzaine).....	1 »
TOTAL.....	43 70

(1) On verra plus loin, par les bons de paie, que ces chiffres sont un minimum. J'ai entre les mains d'autres bons de paie sur lesquels on a retenu jusqu'à 106 fr. 50 pour poudre et mèches dans un mois.

Les bons de paie suivants montreront maintenant la situation générale faite aux ouvriers.

### SOCIÉTÉ DES ACIÉRIES DE LONGWY

MINES D'HERSERANGE ET DE MOULAINÉ

MOIS DE NOVEMBRE 1904

Bulletin de Travail du sieur

(N° de l'état)

RETENUES		GAIN	
	fr. c.		fr. c.
Caisse de secours.....	1 70	53.990 × 1 fr. 10 =	59 40
Avances.....	17 60	24.520 × 1 fr. 50 =	36 80
Retraites.....	2 25	62.770 × 1 fr. 28 =	75 10
Loyers.....	10 »	Rappel.....	17 60
Outillage.....	5 65	1 jour.....	6 »
Chauffage.....	4 40		
Économat.....	77 15	Total.....	194 90
Poudre, mèches.....	76 15	A déd <sup>re</sup> total ci-contre.	194 90
Total.....	194 90	Reste à payer.....	000 000

Nous pourrions citer d'autres sociétés métallurgiques, apporter des bons de paie identiques pour chacune de ces sociétés. Mais il faut nous borner. Aussi, pour montrer qu'elles agissent toutes de même nous allons voir comment elles procèdent lorsqu'elles sont groupées en société pour l'exploitation d'une concession.

La Société des Mines de Godbrange a été constituée par les sociétés suivantes : Les Acieries de Longwy, à Mont-Saint-Martin (Meurthe-et-Moselle) ; les Hauts-Fourneaux de Longwy (Saintignon et Cie) à Longwy-Bas ; la Société Métallurgique de Senelle-Maubeuge, à Longwy-Bas ; les Laminoirs-Hauts-Fourneaux, Forges, Fonderies et Usines de la Providence,

à Marchienne-au-Pont (Belgique). Ces quatre sociétés ont chacune une participation dans l'exploitation des 952 hectares de la concession de Godbrange, accordée le 10 octobre 1878. Voici un exemple des bons de paie de ces mines :

### SOCIÉTÉ CIVILE DES MINES DE GODBRANGE

N°

Bulletin du mois de Mai 1905

GAIN		RETENUES	
{	114.300 k. mine à 1 fr. 05....	120 »	} SA PART 66 »
	2 mètres avancement.....	12 »	
{	Caisse de secours.....	0 50	}
	Amendes.....	» »	
	Caisse de retraites.....	» »	
	Acomptes.....	» »	
	Société coopérative.....	48 05	
	Poudre, mèches et papier...	14 65	
	Loyer et chauffage.....	» »	
Huile et outillage.....	1 80		
Total.....	66 »	66 »	
Reste à payer.....		00 00	

La concession de Tiercelet, qui a une superficie de 769 hectares, est exploitée par un syndicat comprenant les six sociétés suivantes : Haut-Fourneaux de la Chiers, à Longwy-Bas ; Acieries de Longwy, à Mont-Saint-Martin ; société Lorraine-Industrielle, à Hussigny ; Laminoirs, Hauts-Fourneaux, Forges, Fonderies et Usines de la Providence, à Marchienne-au-Pont (Belgique) ; Société Métallurgique de Senelle-Maubeuge, à Longwy-Bas ; Hauts-Fourneaux et Forges de Ville-rupt, Laval-Dieu.

Tout aussi typiques sont les bons de paie de cette Société. En voici un exemplaire :

SYNDICAT DE LA CONCESSION DE TIERCELET

BON DE PAIE N° 68 des états de

Nom et prénoms du titulaire :		(N° de présence )		
	DÉSIGNATION DU TRAVAIL	NOMBRE	PRIX	TOTAUX
GAIN NET	Journées.....	16	» »	» »
	Heures.....	»	» »	» »
				87 55
A DÉDUIRE	Prélèvement de 0/0 pour société de secours.....		0 90	
	Prélèvement 2 p. 0/0 pour caisse de retraites.....		1 75	
	Amendes.....		10 »	
	Loyers.....		32 »	
	Acomptes.....		15 »	
	Oppositions.....		» »	
	Fournitures.....		6 15	
	Contributions.....		24 65	
	Divers.....		12 »	
	Économat.....		45 »	
				147 45
			Redoit.....	59 90

LUI REVIENT, et soldé le susdit jour de paie

Reçu la somme ci-dessus, solde du présent Bon.

*Signature du Titulaire,*

N. B. — Le présent Bon sera présenté à la Caisse par le titulaire et signé par lui. Le Caissier refusera d'en payer le montant si cette obligation n'a pas été remplie.

Enfin, pour montrer que les ouvriers métallurgistes, pour la plupart, ne sont pas mieux partagés, voici un dernier bon de paie de la

SOCIÉTÉ ANONYME MÉTALLURGIQUE D'AUBERIVES-VILLERUPT

Capital social : 6.750.000 francs

Bulletin de Paie N°

M.

AVRIL 1905

DÉTAIL	UNITÉS	PRIX	SOMMES	TOTAL
GAIN :	69 1/2	0 36	25 »	25 00
Retenue 2 p. 0/0 caisse de secours.....			0 10	} 39 25
Amendes.....			» »	
Acomptes.....			» »	
Loyer.....			14 »	
Fournitures.....			» »	
Retenues diverses : Contributions.....			10 90	
Retenue pour l'économat.....			14 25	
			Restant à payer.....	» »
			Redoit.....	14 25
			Bénéfices économat.....	14 25
			Reste.....	00 00

Redoit à l'économat 16 fr. 15,  
aux fournitures du magasin 68 fr. 90.

\* \* \*

La découverte récente du Bassin de Briey a-t-elle modifié la façon d'agir des exploiters ? Vous ne le pensez pas !

Il y a là plus de deux milliards de tonnes de minerais de fer, des milliers d'hectares renfermant de la houille ; ces richesses naturelles sont — ou vont devenir — la propriété des magnats de la Métallurgie. Mais ceux-ci ne songent nullement à mettre un frein à leur spoliation. Qu'on en juge.

La concession de Joudreville, accordée le 20 mars

1900, d'une superficie de 501 hectares, appartient à la Société de Commentry-Fourchambault-Decazeville et à la Société des Hauts-Fourneaux de la Chiers.

Cette Société fait payer aux mineurs la poudre 1 fr. 75 le kilo ; papier et mèche compris, 2 francs. Les amendes sont de 1 franc au minimum.

La concession d'Auboué-Moineville, d'une superficie de 1.437 hectares, appartient à la Société des Hauts-Fourneaux et Fonderies de Pont-à-Mousson. On fait payer la poudre 1 fr. 80 le kilo, soit cinq centimes plus cher qu'à la mine de Joudreville ; la couronne de mèche de 10 mètres, 0 fr. 40 ; la main de papier à cartouche, 0 fr. 20 ; le carbure, 0 fr. 45 le kilo. La moyenne des retenues pour réparations d'outillage varie entre 2 et 2 fr. 50 par quinzaine et par ouvrier.

A Auboué, m'écrivit un ouvrier mineur, « celui d'entre nous qui veut faire sa journée et occuper deux ouvriers consomme 3 kilogr. 500 de poudre par jour », soit pour 6 fr. 30 de poudre. Qu'on y ajoute la mèche, le papier, le carbure, l'outillage, les amendes, — elles tombent d'autant plus facilement que l'ouvrier a une plus forte somme à toucher à la paie, — et on se fera une idée des prélèvements dont les ouvriers sont victimes.

Nous pourrions répéter pour les autres mines les mêmes exemples. Nous nous en abstenons pour ne pas trop allonger cet article. Mais il faut parler du manœuvre qu'occupe le mineur. Le plus souvent, c'est un célibataire, étranger au pays, qu'on loge à la cantine. Par les bons de paie, on va voir sa situation.

## Société anonyme des Hauts-Fourneaux et Fonderies de Pont-à-Mousson

MINE D'AUBOUÉ

2<sup>e</sup> Quinzaine de

1909

		DÉSIGNATION DES CHANTIERS	SOMMES
GAIN BRUT	}	15	15 80
		213	18 »
		Total du gain.....	33 80
SOMMES RETENUES EN COMPTE	}	Avances.....	» »
		Amendes.....	» »
		Caisse de secours.....	0 50
		Caisse de retraites.....	0 70
		Loyer.....	» »
		Houille.....	» »
		Saisie du 1/10 <sup>me</sup> .....	» »
		Galoches.....	» »
		Pension.....	31 50
		Carbure.....	0 80
Souscription.....	0 30		
		Reste à payer.....	00 00

Toujours de la Mine d'Auboué, en voici un deuxième :

		DÉSIGNATION DES CHANTIERS	SOMMES
GAIN BRUT :	}	377	54 »
		Total du gain.....	54 »
SOMMES RETENUES EN COMPTE	}	Avances.....	» »
		Amendes.....	» »
		Caisse de secours.....	0 80
		Caisse de retraites.....	» »
		Loyer.....	» »
		Houille.....	1 70
		Saisie du 1/10 <sup>me</sup> .....	» »
		Lampes.....	» »
		Galoches.....	» »
		Pension.....	51 50
Carbure.....	» »		
		Reste à payer.....	00 00

J'ai vu — m'écrivait un camarade de la mine de Moutiers — bien des malheureux qui n'avaient que 10 francs de reste à la paye. L'on retient tout, jusqu'aux contributions, sans s'occuper si les gosses ont du pain.

Ces exemples sont suffisamment probants. On voit par eux qu'il n'y a rien de changé pour la grande majorité des travailleurs. Il y a simplement une précaution de plus prise par le patronat. En effet, on remarquera que différentes retenues telles que : carbure, caisse de secours ou de retraites, etc., ne sont pas faites. Ce n'est pas que la société y ait renoncé. Mais elle évite d'inscrire sur les bons de paie les sommes dues par l'ouvrier. Elle porte ces sommes à son compte sur ses livres et les retient par la suite au prorata du gain de l'ouvrier intéressé.

D'autres bons de paie ne portent plus les retenues pour l'économat-coopérative. Il arrive alors que l'ouvrier touche son salaire mais qu'il en reverse lui-même une partie à l'économat-coopérative. S'il ne le faisait pas, non seulement il ne toucherait plus de vivres, mais il serait vite chassé de la mine.

#### LE BASCULEUR

La principale préoccupation du mineur, c'est le basculeur ; il le veut sous son contrôle, payé par lui.

Cette revendication vient au premier rang dans tous les conflits. Elle fut la principale cause de la grève de 1905. De leur côté, les Sociétés ont mis tout en œuvre pour interdire l'institution de ce contrôleur gênant.

Dans les contrats qui furent signés à la fin du conflit de 1905, pour les mines d'Hussigny, Godbrange, la Côte-Rouge, Moulaine et Saulnes, il était stipulé qu'un *contrôleur à la bascule nommé et payé par les ouvriers et agréé par le directeur* serait installé.

Au lendemain de la grève, la lettre suivante, rédigée

par l'ingénieur de la mine, copiée par les ouvriers — l'original de la copie est entre nos mains — était envoyée au juge de paix :

Monsieur le Juge de paix du canton de Longwy.

Monsieur,

Les soussignés, membres du conseil d'administration du syndicat indépendant des ouvriers mineurs et métallurgistes de la Société des Hauts-Fourneaux de Saulnes, agissant au nom des membres de ce syndicat, ont l'honneur de porter à votre connaissance que n'ayant pas réclamé la présence d'un contrôleur de bascule pour les mines de Saulnes et Longlaville, les ouvriers dudit syndicat ne prendront pas part au vote pour la désignation du contrôleur si la société exploitante donne suite à cette revendication des mineurs actuellement en grève et conséquemment se refuseront à participer au paiement du contrôleur qui pourra être nommé.

Le contrôleur fut quand même installé — il a été supprimé depuis — et le bénéfice réalisé par les ouvriers mineurs s'éleva d'un coup de 3 francs par jour, non seulement dans cette mine, mais dans toutes celles où fut imposé le basculeur.

Par un exemple, on va voir comment put se produire cette augmentation de salaire. A Moulaine, les wagonnets étaient comptés au mineur pour 1.200 kilogr. Un jour, un ouvrier exige que l'on « tare » devant lui son wagonnet. Il le décharge donc et le remet vide sur la bascule. A vide, le wagonnet pesait encore... 1.200 kilogr. On avait tout simplement truqué la bascule. Quelque fût la quantité et le poids du minerai, qu'il n'y eût pas de minerai même, la bascule indiquait perpétuellement 1.200 kilos.

Dans une autre mine, le poids du wagonnet était fixé à 1.000 kilogr. Un jour, l'absence de wagonnets

vides obligea les ouvriers à exhausser leurs charges de wagonnets. L'un d'eux qui avait fait une « exhausse » de 60 centimètres, constate à la paie qu'on lui a compté à 1.300 kilogr. le poids de ses wagonnets. Il refuse de toucher sa paie. Puis il pousse immédiatement un de ses wagonnets sur la bascule et constate que le poids en est de... 2.000 kilogr. Alors, il exige le paiement de la différence pour tous les wagonnets qu'il avait fournis dans la quinzaine.

Mais les exploiters ne sont jamais à court de moyens. Ne pouvant se rattraper sur le poids, on lui diminue, la quinzaine suivante, 500 kilogr. par wagonnet pour « mauvaise mine ». C'est là, d'ailleurs, une coutume dans toutes les mines du bassin. Un wagonnet arrive chargé, le contrôleur l'examine ; s'il y a un mauvais morceau de minerai, ne pèserait-il que 50 kilogr., on gare le wagonnet et il n'est pas payé à l'ouvrier. Plus l'ouvrier produit, plus le nombre de wagonnets « garés » pour mauvaise mine augmente. Sa production est, en quelque sorte, le baromètre indiquant au contrôleur le nombre de wagonnets à supprimer. Par ce seul fait, on devine la haine du mineur pour le contrôleur.

Dans le cas que je viens de citer, l'ouvrier refusa une fois encore de toucher sa paie. Il exigea que l'ingénieur vint examiner son chantier, et celui-ci dut avouer qu'il n'y avait pas trace, dans ce chantier, de mauvaise mine. Devant les menaces de l'ouvrier, il lui fit compter et payer tous les wagonnets pour 2.000 kilogr. Mais en même temps, il le déplaça et l'envoya dans un mauvais chantier où il arrivait avec peine à gagner deux francs par jour. On l'obligeait ainsi à partir. Il ne fallait pas d'un si déplorable exemple.

C'est ainsi que l'on procède pour dompter les mauvaises têtes, c'est-à-dire ceux qui refusent de se laisser spolier aussi effrontément.

Ces faits remontent à 1905, va-t-on m'objecter. C'est exact. Mais, on va le voir, les mêmes procédés sont toujours en vigueur.

En décembre 1909, un mineur m'écrivait :

Moutiers, c'est la mine qui paie le moins de toutes et où l'on fait le plus d'heures de travail. La majeure partie des ouvriers descendent le matin à 4 heures et demie, même 4 heures, pour gagner bien souvent 2 ou 3 francs par jour et bien souvent une belle ceinture à la paye.

Parlons des bascules. Elles sont en fabriques et l'on compte 1.200 kilogr. par berline à la couche grise et 1.250 kilogr. à la couche rouge. Je ne crois pas exagérer en disant qu'il y a un vol de 100 kilogr. par berline.

Nous livrerons-nous à un calcul sur ce que la Société de Moutiers, qui a occupé 517 ouvriers du fond, 127 du jour, peut avoir prélevé (?) par cet honnête moyen ? Nous arriverions vraisemblablement à de beaux chiffres.

Et dire que ce n'est là, sans doute, qu'un minimum ! En 1909, les mineurs d'Auboué font grève pour obtenir un basculeur. Avant la grève, la direction faisait afficher le poids des wagonnets ; ils pesaient en moyenne 1.350 kilogr.

Une fois le basculeur payé par les ouvriers en fonctions, celui-ci contrôle le poids des wagonnets. La moyenne passe alors de 1.350 à 1.550 kilogr., soit 200 kilogr. de plus par wagonnet. En 1908, Auboué occupait 634 ouvriers au fond et 55 au jour. Ces 689 ouvriers ont extrait 854.825 tonnes de minerai, soit une moyenne de 1.348 heures par ouvrier.

Il sagirait donc d'une moyenne de 183 tonnes par ouvrier qui n'auraient pas été payées. Pour l'ensemble, la Société n'aurait payé que 728.185 tonnes sur les 854.825 tonnes de minerai extrait, soit pour elle un bénéfice total de 126.640 tonnes.

On conçoit que les sociétés essaient par tous les moyens de supprimer les basculeurs.

A Auboué, où ils sont deux, un de jour et un de nuit, ils sont payés 200 francs par mois. On pourrait opérer, pour le paiement, comme pour les autres retenues. Mais ce serait trop facile, et la Société arriverait difficilement à ses fins. Aussi, voilà comment elle opère : elle exige que les ouvriers signent sur un livre qu'ils consentent à payer le basculeur. Ceux qui signent sont classés fortes têtes ; à eux les mauvais chantiers ; à eux, sans limite, la suppression des wagonnets pour « mauvaise mine ».

Ceux qui n'osent pas signer ne subissent aucune retenue, mais on leur réserve toujours de bons chantiers.

Résultats ? D'une part, mécontentement de ceux qui ont signé. Chicanes et disputes entre signataires et non-signataires qui se traduisent par des batailles au fond de la mine et au dehors. D'autre part, la retenue subie par ceux qui ont accepté de signer devient lourde. J'ai pu m'en rendre compte sur un bon de paie de novembre 1909. On avait retenu 2 fr. 70 par ouvrier, pour la quinzaine, soit 5 fr. 70 par mois pour le paiement du basculeur.

Ces chiffres ont leur éloquence. Ils indiquent que sur 689 ouvriers occupés au fond des trois puits d'extraction d'Auboué, 71, au plus, participent au paiement de ce basculeur. Si tous les ouvriers y participaient, en leur retenant 0 fr. 60 par mois à chacun, la société récupérerait plus des 400 francs nécessaires au paiement de ces basculeurs.

Mais ce n'est pas tout. Il arrive qu'il y ait surabondance de minerai sur le carreau de la mine. Les wagonnets restent chargés, ils manquent au fond de la mine.

Dès qu'il y en a de disponibles, on les met à la disposition des ouvriers totalement soumis, ou privilé-

giés, ceux qui se sont montrés les plus énergiques dans leur refus de payer le basculeur.

Alors, c'est la bataille entre mineurs. Ils s'arrachent, se volent les wagonnets vides. D'où des haines épouvantables qui éclateront entre les individus à la première rencontre, ou à la première discussion qui se produira dans un débit de boissons.

Alors ce ne sont plus les poings qui frappent, mais les poignards qui brillent et qui tuent.

C'est dans cette situation d'ensemble, dans ce système canaille, c'est là et non ailleurs, qu'il faut rechercher l'explication de faits comme ceux-ci :

On joue, à la nuit tombante, du stilet comme on joue à la manille ou au piquet. En trois mois de 1907, j'ai compté plus de quarante attentats commis dans le bassin (1).

M. Pawlowski s'est bien gardé de rechercher les véritables causes de ces attentats. Nous venons de les exposer. Chacun jugera.

Mais je réponds à M. Pawlowski qu'en 1905, avec le docteur Cavalazzi, notre propagande syndicale avait abouti à la suppression presque totale des meurtres et des attentats.

Les commissaires spéciaux l'avouèrent et s'en félicitaient. Il y avait alors de cinq à six mille syndiqués. Le patronat était obligé de mettre un frein à ses spoliations, de tenir compte des réclamations, de respecter la loi sur les accidents du travail, pour ne parler que de celle-là.

Il déclara publiquement cette situation intolérable. Songez donc, c'était la paix entre les esclaves. M. Etienne, alors ministre de l'Intérieur, promit à Briand,

(1) *Le nouveau bassin minier de Meurthe-et-Moselle*, Auguste PAWLOWSKI, page 109.

aujourd'hui président du Conseil, de ne pas accorder l'expulsion de Cavalazzi, que tout le patronat de Meurthe-et-Moselle réclamait impérieusement. Quarante-huit heures après cette promesse, Cavalazzi était expulsé. En huit jours, on obtenait son expulsion de la Belgique, du Luxembourg, de l'Allemagne et de la Suisse.

Ce ne fut pas tout. Le patronat fit répandre dans tout le bassin les calomnies les plus monstrueuses sur son compte. Ce patronat, cyniquement, effroyablement voleur, osa lancer que Cavalazzi était un voleur.

Malgré tout, l'organisation se maintenait. Il restait à Villerupt un secrétaire, appelé François, Alsacien, dont les parents avaient omis de régulariser la situation après la guerre. Il était Français, sans l'être. Comme pour Cavalazzi, on réclama son expulsion. Pour l'éviter, ce camarade dut fuir. L'organisation sombra. Les meurtres et les attentats reparurent. Mais qu'importait ! Le patronat régnait en maître incontesté. Les esclaves étaient domptés. Les vols à l'économat, les vols sur les wagonnets pouvaient s'effectuer aussi librement que par le passé.

Les contrôleurs aux bascules — que payaient les ouvriers — étaient supprimés à Saulnes, Hussigny, Godbrange, Moulaine. Bref, le patronat triomphait.

Qu'on ne se plaigne donc pas aujourd'hui des meurtres, des attentats, de l'insécurité de cette région. Cela existe parce que le patronat le veut ainsi ; c'est la rançon de ses bénéfices, de sa domination.

Que pèsent à côté de pareils faits les hauts salaires dont se targue le patronat de cette région ?

Dans leurs usines comme dans les mines, les mêmes spoliations se commettent journellement. La qualité des produits est prétexte à retenues et à amendes. Quand il travaille au poids, l'ouvrier métallurgiste est dans l'impossibilité absolue de contrôler sa produc-

tion. On la fixe approximativement et jamais, on le devine, au détriment de l'usine.

Ainsi s'expliquent les dividendes fabuleux, la poussée continue des actions des sociétés métallurgiques de Meurthe-et-Moselle.

(A suivre.)

A. MERRHEIM,

Secrétaire de la Fédération des Métaux.

P. S. — Il convient de rappeler l'attention sur un petit ouvrage, paru il y a trois ou quatre ans : *Le Clergé, les Royalistes et les Jaunes*, par Jean Gautier.

L'auteur y retrace les grandes grèves qui se produisirent en Meurthe-et-Moselle dans l'année 1905, auxquelles il participa comme chef des jaunes, payé par les Dreux et Cie.

Le prix de ce petit volume est de 75 centimes. On peut se le procurer aux bureaux de la *Vie Ouvrière*. — A. M.

## Déclarations du Général de Négrier

*Nous avons dit et redit, nous répéterons inlassablement que les différends diplomatiques et les guerres ont toujours leur cause dans un conflit économique, dans une affaire financière ou industrielle. Nous avons montré comment la guerre du Maroc avait été engagée par l'Espagne pour les beaux yeux de M. Etienne.*

*Cette idée nous tient à cœur. Elle brise les faux vernis diplomatiques pour rechercher la vérité. Et surtout, elle fait sentir profondément et clairement au prolétariat que les prédictions patriotiques, les appels au sacrifice militaire sont des impostures. La grande voix de la patrie n'est rien autre chose que la voix de nos rois de la finance et de l'industrie.*

*Nous n'avons pas été peu surpris de trouver dans la Revue des Deux-Mondes, du 1<sup>er</sup> août, et sous la signature du général de Négrier (1), les affirmations et les faits suivants qui étaient admirablement notre manière de voir :*

*Les gouvernements occidentaux pressent sur leurs agents diplomatiques afin d'obtenir des concessions de chemins de fer, des emprunts, des achats de matériel de guerre... Il se fait à cet égard, à Pékin, une concurrence à peine croyable, une surenchère dont les Chinois profitent et dont les Européens paient les frais. Certaines maisons puissantes offrent à perte, espérant par ce moyen écarter les concurrents et s'emparer du marché. La flatterie vient en aide à la réclame.*

(1) Article *Les Forces chinoises* en 1910.

Elle émane parfois de très haut. Les journaux chinois écrivaient dernièrement : « L'empereur d'Allemagne vient de faire connaître au prince régent le plaisir que lui cause le choix du nouveau ministre de la Guerre (ancien ministre de Chine à Berlin parlant bien l'allemand). Il profite de cette occasion pour l'assurer de son désir d'être agréable et utile à la Chine en toutes circonstances. » La démarche des Etats-Unis, demandant l'internationalisation des chemins de fer mandchouriens, si nettement repoussée par le Japon et la Russie, avait probablement le même but. Le gouvernement de Washington ne peut pas ignorer que ni les Japonais, ni les Russes, n'évacueront les lignes qu'ils gardent en exécution des clauses du traité de Portsmouth. De tels procédés ont pour conséquence des exigences plus grandes du gouvernement chinois. Aussi, dès maintenant, toute garantie des emprunts offerts pour la construction des chemins de fer est-elle refusée. L'Empire chinois veut créer un grand réseau. En ce moment, 3.100 kilomètres sont en exploitation, 1.600 en construction. Celle-ci est presque partout arrêtée faute de fonds. Pour créer les lignes projetées, en les estimant en moyenne à 150.000 francs le kilomètre, matériel, bâtiments et ateliers de réparation compris, il faudrait 2 milliards 350 millions. Même en répartissant cette somme sur une longue période, il n'est pas possible à la Chine de trouver chez elle les capitaux nécessaires ; il faut donc s'adresser à l'étranger. Mais les populations, les étudiants surtout, protestent contre tout emprunt extérieur. — Nous ne voulons pas nous mettre à la merci des puissances occidentales, disent-ils. Sur cette question une agitation menaçante s'est déjà produite dans certaines régions. La question sera peut-être résolue en formant des syndicats de notables capitalistes chinois qui souscriront les emprunts.

Ils prendront l'argent où il sera offert aux meilleures conditions. La France est destinée à en fournir une partie, soit directement, soit indirectement. Dans ces conditions, aucune garantie d'intérêt n'est possible. En admettant l'honnêteté des syndicats, les capitaux engagés n'en sont pas moins exposés à la ruine. Toute exploitation entre des mains chinoises est vouée au désastre. On peut être sûr que, dans les frais de construction, des sommes énormes seront dilapidées. *Les éta-*

blissements financiers sont toujours disposés à souscrire aux emprunts. Ils les offrent à un taux permettant de placer les titres dans leur clientèle avec une majoration de plusieurs points. Leurs bénéficiaires sont donc toujours sûrs. Ils feront ressortir l'honnêteté proverbiale des Chinois, la richesse de l'Empire, qui n'a besoin pour se développer que de capitaux. Ils offriront un gros intérêt et feront entendre que l'Etat, avec sa faible dette de 2 ou 3 milliards, ne peut pas s'exposer à se voir imposer la restitution par la force. L'épargne est très friande des emprunts d'Etat. Elle estime qu'ils doivent inspirer toute confiance. L'exemple de l'Argentine est oublié. En Europe et aux Etats-Unis, l'argent sera trouvé, mais il sera compromis. Seule une administration financière régulière et honnête autoriserait un tel risque. Sera-t-elle jamais organisée? En ce moment, personne ne peut prévoir quand et comment.

Le fait suivant peut servir à illustrer le point de vue des sociétés financières. A la fin de 1908, un emprunt était nécessaire pour construire les sections du Hou-pé et du Hounan de la future grande ligne Hankow-Canton. L'ancien vice-roi du Hou-Kouang, Tchang-tche-tong, conseiller du prince régent et à cette époque le personnage le plus influent de la Chine, s'était fait donner antérieurement la direction supérieure de la construction. Il s'adressa à la finance anglaise. Celle-ci avait rendu service au gouvernement chinois en 1905 en lui prêtant dans de bonnes conditions environ 38 millions, pour racheter la concession du chemin de fer, accordée à un groupe de financiers américains, l'*America-China development Company*. C'est en reconnaissance de ce service que l'ancien vice-roi s'adressait à l'Angleterre. Celle-ci, en vertu d'un accord anglo-français de 1906, nous associait par moitié à cet emprunt aussi bien pour le capital que pour le matériel à fournir. La Société devait être anglaise, ainsi que son président. Il était d'ailleurs utile qu'il en fût ainsi, parce que ni le vice-roi, ni les classes dirigeantes ne montrent de la sympathie pour notre pays. L'attitude de plusieurs de nos fonctionnaires au Tonkin, vis-à-vis des révolutionnaires chinois, en est cause. La presse manifeste fréquemment sa malveillance à notre égard. Elle représente la France comme pressurant les populations annamites et comme n'ayant plus

qu'une position militaire et diplomatique inférieure. La finance anglaise, sollicitée par Tchang-tche-tong, déclara qu'elle ne pouvait prêter qu'avec le droit de contrôle et de veto sur les dépenses. Tout prélèvement d'argent dans les banques devait être autorisé. C'est le système suivi dans la construction du chemin de fer de Kaowlung (en face de Hong-Kong) à Canton. Le directeur est Chinois, mais l'ingénieur en chef et l'administrateur, qui sont Anglais, peuvent seuls autoriser le directeur à toucher l'argent nécessaire. Cette résolution était motivée.

Les Chinois ont commencé à construire le chemin de fer de Shang-haï à Hang-tchéou et de Canton à Hankow en ne laissant presque aucun contrôle aux porteurs de titres. Alors le kilomètre construit est revenu à des prix excessifs; tout est désordre et malversation. Les actionnaires chinois, groupés par région et par coteries, se disputent l'administration et les commandés locales de matériel, l'argent est gaspillé, il se forme des sociétés syndicales qui défendent leurs intérêts par le boycottage, quelquefois même par la destruction. Les Chinois ont renvoyé le personnel européen sans pouvoir le remplacer, et les quelques ingénieurs conservés sont réduits à l'impuissance. Les propositions anglaises n'ont pas été acceptées. Les Chinois veulent un contrat analogue au système de l'emprunt anglo-allemand du chemin de fer de Tien-tsin à Pouko-Ou, dans lequel les ingénieurs en chef, Anglais et Allemands, sont de simples employés du directeur chinois qui dispose des fonds. Ce système a donné des résultats déplorables. Pour obtenir ce qu'ils désirent, ils se sont adressés à l'Allemagne. La *Deutsch-Asiatische Bank* leur accorde l'emprunt dans les conditions du traité Tien-tsin-Pouko-Ou. Une convention en date du 15 mars 1909 a été conclue entre la *Deutsch-Asiatische Bank*, la *Hong-Kong and Shang-haï banking Corporation* et la Banque de l'Indo-Chine constituant un syndicat qui traitera avec le gouvernement chinois, si celui-ci consent à des conditions acceptables. Mais les Etats-Unis interviennent. Leur influence en Chine est maintenant dominante. Quelques jours après l'accord anglo-franco-allemand, les Etats-Unis obtenaient du Ouai-ou-pou que la signature de Tchang-tche-tong serait refusée. Tout était donc remis en question. Depuis, l'accord s'est fait. Un emprunt de 150 mil-

lions de francs a été consenti par le consortium anglo-franco-allemand dans lequel les Etats-Unis sont entrés. Chaque nation doit fournir un quart. Mais on n'a pu obtenir d'autres garanties que celles de la construction du chemin de fer de Canton à Kaw-lung. L'argent déposé dans les banques ne peut en sortir que par acomptes avec la signature de l'ingénieur en chef anglais. Il ne la donne qu'après justification de la dépense régulière de l'acompte précédent. Ces incertitudes dans l'emploi des emprunts donnent lieu, dans les milieux financiers, à des conceptions étranges qui se résument ainsi : Entendons-nous tous pour tirer de la Chine tout ce qu'elle peut donner. Plus de politique, et, si la Chine ne fait pas honneur à ses engagements, par notre entente nous serons assez forts pour l'y forcer, tandis qu'isolée aucune nation ne tenterait de l'y contraindre. Des publicistes ont même engagé la Russie et le Japon à faire partie de cette entente. Un régime d'internationalisation des emprunts chinois serait, disent-ils, le corollaire de tous les traités signés depuis trois ans et qui tendent à garantir l'intégrité de la Chine. *Les sociétés financières estiment que les gouvernements ont le devoir de faire la guerre pour assurer leurs bénéfices.*

*Il nous importe peu que tel ou tel motif fasse agir le général de Négrier.*

*Tant que la haute banque a prêté son aide aux partis réactionnaires, la vieille armée n'a pas raisonné les causes des guerres; elle a été la « grande muette »; elle y a trouvé profit. Aujourd'hui que la finance se tourne vers les politiciens avancés, les militaires parlent, « mangent le morceau ».*

*Tant mieux pour nous. — Quand éclatera une nouvelle guerre en Chine, la classe ouvrière saura pourquoi partent ses enfants.*

P. M.

## Carlo Cafiero <sup>(1)</sup>

Carlo Cafiero est né à Barletta, ville de l'ancien royaume de Naples, sur l'Adriatique, en septembre 1846. Il est mort à Nocera le 7 juin 1892, dans sa quarante-cinquième année.

Appartenant à une famille riche et très attachée à l'Eglise, il reçut sa première éducation au séminaire de Molfetta; il y eut pour condisciple Emilio Covelli, qui plus tard devait combattre à ses côtés dans les rangs des socialistes révolutionnaires. Il fut ensuite envoyé à Naples pour y étudier le droit. Lorsqu'il eut obtenu ses diplômes, il se rendit à Florence, alors capitale du royaume d'Italie : on le destinait à la carrière diplomatique, et pendant un temps il fréquenta les cercles politiques et parlementaires. Mais ce qu'il vit dans ce monde-là ne tarda pas à lui en inspirer le dégoût; et des voyages à l'étranger, entrepris ensuite, donnèrent à ses idées une direction nouvelle. En 1870, il visita Paris et Londres; dans cette dernière ville, où il fit un séjour d'une année environ, il entra en relations avec des membres du Conseil général de l'Internationale, en particulier avec Karl Marx. En 1871, étant retourné en Italie, il devint membre de la Section internationale de Naples. Cette Section, fondée en 1868,

(1) Nous empruntons à la traduction française du *Résumé populaire du « Capital » de Marx*, par C. CAFIERO, qui va paraître tout prochainement à la librairie Stock, l'avant-propos dans lequel notre ami J. GUILLAUME a dit brièvement ce que fut cette belle figure de militant de l'Internationale.

avait été dissoute par un arrêté ministériel du 14 août 1871 : mais elle se reconstitua sur l'initiative de Giuseppe Fanelli, le vieux conspirateur, ancien compagnon d'armes de Pisacane, et de quelques jeunes gens, Carmelo Palladino, Errico Malatesta, Emilio Covelli, auxquels il s'associa. Cafiero fut chargé de la correspondance avec le Conseil général de Londres, et commença un échange régulier de lettres avec Fr. Engels, alors secrétaire du Conseil général pour l'Italie et l'Espagne.

C'était le moment où, par sa polémique retentissante contre Mazzini, qui venait d'attaquer la Commune de Paris, Michel Bakounine gagnait au socialisme la partie la plus avancée de la jeunesse révolutionnaire italienne, et l'enrôlait dans les rangs de l'Internationale. C'était le moment aussi où les résolutions de la Conférence de Londres (septembre 1871) venaient de provoquer dans la grande Association ces luttes intestines qui allaient aboutir, d'abord à un triomphe momentané du parti autoritaire au Congrès de la Haye (1872), et ensuite, une fois que les intrigues de la coterie dirigeante eurent été déjouées, au triomphe définitif des idées fédéralistes et à la suppression du Conseil général (1873). Cafiero, trompé sur l'état réel des choses par les lettres d'Engels, avait d'abord pris parti pour les hommes de Londres ; mais il fut vite désabusé : son bon sens lui fit reconnaître la vérité, sa droiture fut révoltée par les manœuvres jésuitiques employées contre Bakounine ; et alors il se déclara résolument l'adversaire du Conseil général. C'est lui qui présida la Conférence (ou Congrès) de Rimini (4 août 1872), où fut fondée la Fédération italienne de l'Internationale, et votée la résolution fameuse déclarant que « la Fédération italienne rompt toute solidarité avec le Conseil général de Londres, affirmant d'autant plus la solidarité économique avec tous les travailleurs ». Les internationalistes italiens refusèrent d'envoyer des délégués au Congrès de la Haye ; mais Cafiero y assista en spectateur, et put y constater les procédés déloyaux dont usaient les hommes de la coterie autoritaire à l'égard de leurs contradicteurs. Puis avec Fanelli, Pezza, Malatesta, Costa, il représenta la Fédération italienne au Congrès international de Saint-Imier, qui suivit immédiatement le Congrès de la Haye.

En mars 1873, s'étant rendu à Bologne pour le second Con-

grès de la Fédération italienne, il y fut arrêté avec Malatesta, Costa, Faggioli et plusieurs autres ; il ne fut remis en liberté qu'en mai. C'est cette année-là que, entré en possession de la part qui lui revenait de l'héritage de ses parents, il conçut le projet de créer en Suisse, à proximité de la frontière italienne, une maison de refuge où pourraient s'abriter les internationalistes proscrits par les gouvernements. Il acheta à cet effet une villa appelée la Baronata, sur le lac Majeur, près de Locarno (Tessin) : dans cette villa, il installa, pour commencer, Bakounine et quelques autres amis russes et italiens. Mais cette entreprise, mal conçue et mal exécutée, fut une véritable dilapidation de la fortune du généreux et naïf révolutionnaire. Au mois de juillet 1874, Cafiero se trouvait à peu près ruiné. Il employa les restes de son patrimoine aux préparatifs des mouvements insurrectionnels qui éclatèrent en Italie en août 1874. Pendant l'année qui suivit, confiné dans la solitude de la Baronata (1), il y mena une vie d'anachorète avec sa femme Olympia Koutouzof, qu'il avait épousée à Saint-Pétersbourg en juin 1874 ; puis (octobre 1875) il entra comme employé chez un photographe de Milan, tandis que sa compagne retournait en Russie, pour s'y livrer à la propagande socialiste ; elle y fut arrêtée au commencement de 1881, et exilée en Sibérie.

De Milan, Cafiero se rendit à Rome en 1876. Délégué au troisième Congrès de la Fédération italienne, — qui ne put se réunir à Florence comme il avait été projeté, et, pour échapper aux persécutions gouvernementales, dut tenir ses séances dans un endroit reculé de l'Apennin toscan (21-22 octobre 1876), — il fut envoyé par ce Congrès, avec Malatesta, à Berne, pour y représenter l'Italie au huitième Congrès général de l'Internationale (26-29 octobre 1876). Pendant l'hiver de 1876 à 1877, qu'il passa à Naples, il s'occupa, avec Malatesta et quelques autres, parmi lesquels le révolutionnaire russe Kraftchinsky (connu depuis sous le pseudonyme de Stepiak), de l'organisation d'un mouvement insurrectionnel

(1) On trouvera l'histoire détaillée de la Baronata au tome III de l'*Internationale, Documents et Souvenirs*, par James GUILLAUME, Paris, Stock, 1909.

qui devait éclater dans l'Italie méridionale au commencement de l'été de 1877. Une trahison força les internationalistes italiens à précipiter les choses : bien que l'organisation ne fût pas terminée, et que la saison fût encore mauvaise, quelques-uns d'entre eux prirent les armes. On connaît l'histoire de cette aventureuse expédition (5-11 avril 1877) : commencée à San-Lupo, près de Cerreto (province de Bénévent), elle aboutit, après l'occupation momentanée des deux communes de Letino et de Gallo (province de Caserte), à l'arrestation, sur les pentes du Mont Matèse, de la poignée d'héroïques jeunes gens qui, avec Cafiero, Malatesta et Cesare Ceccarelli, avaient voulu essayer de soulever les paysans de la Campanie et du Samnium.

On croira difficilement, aujourd'hui, qu'au moment où Cafiero et ses amis étaient enfermés dans les prisons du gouvernement italien à la suite de leur généreuse tentative, des insulteurs qui se disaient *socialistes* les couvrirent d'outrages. Jules Guesde, alors collaborateur du *Radical*, de Paris, les bafoua dans les colonnes de ce journal, les appelant « les fuyards de Cerreto », et essayant de faire croire que la grande majorité des socialistes italiens répudiaient toute solidarité avec eux. Le *Vorwärts*, organe central du Parti de la *Socialdemokratie* d'Allemagne, prétendit que l'insurrection n'avait rien de commun avec l'Internationale, et que les insurgés étaient « de simples malfaiteurs » (*einfaches Raubgesindel*). Un journal de Palerme, le *Povero*, dans lequel écrivait Malon, se distingua par son langage ignominieux à l'adresse de nos amis. Malon envoya en outre au *Mirabeau*, de Verviers, une correspondance calomnieuse à laquelle Andrea Costa, indigné, répondit en prenant énergiquement la défense de ses camarades emprisonnés. Enfin, dans la *Tagwacht* de Zürich, organe du *Schweizerischer Arbeiterbund*, Hermann Greulich insinua que Cafiero, Malatesta et leurs compagnons étaient des « agents provocateurs », et fit un rapprochement entre les internationalistes italiens et les *blouses blanches* de l'Empire.

C'est pendant que cette presse, où écrivaient des sectaires méchants ou aveugles, lui jetait de la boue, que Cafiero, dans sa prison, entreprit de rédiger, pour ses camarades italiens, un abrégé du *Kapital* de Marx, que personne ne connaissait

encore en Italie. Cafiero, comme tous les socialistes révolutionnaires italiens et espagnols, comme la plupart des socialistes de France, d'Angleterre, de Belgique, de Hollande, de la Suisse française, de Russie, d'Amérique, avait lutté contre l'esprit autoritaire de Karl Marx, et refusé de laisser établir dans l'Internationale la dictature d'un homme. Mais il rendait hommage à la science du penseur allemand ; et il eût certainement contresigné ces paroles écrites par Bakounine à Herzen en octobre 1869 : « Je ne saurais méconnaître les immenses services rendus par Marx à la cause du socialisme, qu'il sert avec intelligence, énergie et sincérité depuis près de vingt-cinq ans, en quoi il nous a indubitablement tous surpassés. Il a été l'un des premiers fondateurs, et assurément le principal, de l'Internationale, et c'est là, à mes yeux, un mérite énorme, que je reconnaitrai toujours, quoi qu'il ait fait contre nous. » Bakounine et Cafiero avaient le cœur trop haut pour permettre à des griefs personnels d'influencer leur esprit dans la sereine région des idées. Et c'est ainsi qu'il arriva que la première traduction russe du *Manifeste communiste* de Marx et d'Engels fut faite par Bakounine en décembre 1869 (on sait que l'intervention malheureuse de Netchaïef l'empêcha de continuer) ; et que ce fut Cafiero qui entreprit le premier, en 1877, de faire connaître le grand ouvrage de Marx à l'Italie.

L'Abrégé du *Kapital* occupa Cafiero pendant l'hiver 1877-1878 ; au mois de mars 1878, son travail était terminé. En août 1878, le verdict du jury de la Cour d'assises de Bénévent rendit à la liberté les insurgés de la « bande du Matèse », et en 1879 l'opuscule de Cafiero était publié à Milan, dans la *Biblioteca socialista*, dont il forme le tome V.

On sait que les dernières années de Cafiero furent un douloureux martyre. Sa raison s'était égarée. Sa vaillante femme, évadée de Sibérie en 1883, se rendit en Italie et le soigna (1886) avec un dévouement qui resta impuissant. Ses frères, à leur tour, le reçurent dans la maison paternelle, à Barletta (1889), pour essayer de le guérir : mais il fallut reconnaître enfin que le mal était incurable. J'ai eu entre les mains les lettres que le médecin qui le traita de 1890 jusqu'à la fin écrivit à Mme Olympia Cafiero-Koutouzof, alors retournée en Russie, le 4 juillet 1890, pour lui décrire

l'état du pauvre malade, et le 5 novembre 1892 pour lui raconter ses derniers moments : il résulte de la dernière lettre que Carlo Cafiero a succombé à une tuberculose intestinale. Il supporta sa triste situation sans jamais proférer une plainte : « Toutes les fois que je lui demandais comment il se trouvait, — écrit le médecin, — il me répondait toujours avec sa douceur tranquille : *« Je n'ai pas mal, docteur. »* »

J'ai pensé que l'Abrégé de Cafiero, écrit de façon populaire, sans aucun appareil scientifique, et donnant néanmoins l'essentiel du contenu du *Kapital* (c'est-à-dire du volume paru en 1867, le seul qui ait été publié par Marx lui-même), pourrait, traduit en français, rendre service à ceux des lecteurs qui n'ont pas le temps d'étudier le livre, et qui voudraient cependant avoir une idée de ce qu'on y trouve. Cafiero a, en effet, très exactement résumé, en style simple, la partie théorique ; sa lucide analyse, qui néglige de s'attarder aux subtilités, introduit la clarté dans la dialectique obscure et souvent rebutante de l'original. Evitant les abstractions, il s'est attaché à mettre en relief, comme il fallait s'y attendre de sa part, la portée révolutionnaire d'un ouvrage où il voyait avant tout une admirable arme de guerre ; et, donnant une large place à la partie historique, ainsi qu'à la description des misères du prolétariat de la Grande-Bretagne, il a su choisir de façon judicieuse, dans le vaste arsenal de faits où il avait à puiser, les citations les plus instructives et les plus frappantes. Quiconque aura lu avec attention les cent et quelques pages de ce petit volume se sera assimilé le meilleur des huit cents pages du gros livre allemand.

Cafiero s'est servi de la traduction française de J. Roy : c'est à cette traduction qu'il a emprunté ses citations, et que renvoient les indications de pages placées dans les notes. En confrontant cette version avec l'original allemand, je me suis aperçu que fréquemment le traducteur n'avait pas serré le texte d'assez près, et que parfois même il avait commis des contre-sens : au lieu donc de transcrire simplement la version française, je l'ai retouchée là où les différences entre la traduction française et l'original allemand ne provenaient pas des modifications que Marx lui-même, comme on sait, a faites à son texte primitif à l'occasion de la traduction de J. Roy.

JAMES GUILLAUME.

AH ! RÉPUBLIQUE !...

## Les Événements de Buenos Aires

Le 25 mai 1810 un coup d'Etat des miliciens de Buenos Aires libérait l'Argentine de la domination espagnole. Le vice-roi était obligé de se rembarquer pour l'Espagne, et les chefs argentins, sans crainte d'un retour offensif de l'Espagne, épuisée par sa guerre avec la France, allaient pouvoir intriguer, se battre et se remplacer les uns les autres tout à leur aise pendant près d'un siècle.

C'est le centenaire de ce coup d'Etat militaire, baptisé Centenaire de l'Indépendance, que le Gouvernement de la République Argentine voulut fêter cette année, avec toute la pompe et toute la solennité dont il pouvait être capable, afin de montrer au monde que l'Argentine enfin constituée et pacifiée était devenue un pays véritablement civilisé digne d'attirer les capitaux de la vieille Europe qu'elle sollicitait, en France notamment, plus que jamais.

Mais les travailleurs argentins savent qu'indépendance nationale signifie seulement indépendance de la bourgeoisie. En face de la bourgeoisie fêtant sous le nom de Centenaire de l'Indépendance, le centenaire de sa propre émancipation, en face d'une bourgeoisie résolue à étaler à la face du monde sa richesse et sa puissance qu'elle croit définitivement assises, les tra-

vailleurs de la République Argentine résolurent de montrer eux aussi au monde que s'ils étaient aussi dépourvus de biens et de droits que leurs frères d'Europe, ils étaient aussi prêts qu'eux à revendiquer ces droits et ces biens.

Ils résolurent de répondre aux fêtes officielles par la grève générale.

La Confédération Régionale Ouvrière d'Argentine décidait la grève générale pour toute la durée des fêtes du Centenaire, et le dimanche 8 mai cette décision était ratifiée par une foule enthousiaste dans un grand meeting en plein air tenu sur la place Colon, la grande place de Buenos-Aires.

A cette vigoureuse offensive, la bourgeoisie argentine ne pouvait pas ne pas répondre. Elle devait se défendre.

Le 13 mai les mesures de « répression préventive » commencèrent. Une centaine d'arrestations eurent lieu. Les rédacteurs des quotidiens anarchistes, *la Protesta* et *la Batalla* furent arrêtés ; l'édition du soir de *la Batalla* fut confisquée. La Chambre des Députés proclamait l'état de siège et le Sénat le ratifiait le lendemain.

Jusque là rien d'exceptionnel. C'était l'Etat pratiquant les mesures les plus arbitraires sous le couvert de la légalité. Il le fait toujours, dans tous les temps et tous les pays, dès qu'il s'agit de sauvegarder l'ordre et les intérêts de la classe au pouvoir.

Mais dans les moments de crise aussi intense que celle qui menaçait alors les dirigeants argentins, dans les moments de frousse aussi colossale que celle qui s'était emparée à ce moment de la bourgeoisie de Buenos Aires, toutes les mesures que peut prendre officiellement l'Etat, si draconiennes, si arbitraires, si injustes, si éhontées soient-elles ne suffisent pas. La police elle-même ne peut pas accomplir officiellement les ignobles besognes qu'elle voudrait voir s'exécuter.

Les gouvernants sont obligés de chercher en dehors

de leurs fonctionnaires les gens qui voudront bien accomplir leurs desseins. Pour cela ils recrutent ou font recruter dans tous les bas-fonds de la population, dans tous les milieux louches, des bandes de gens à tout faire qu'ils lancent contre ceux qu'ils veulent exterminer.

Tel fut le cas, à quelques variantes près, de la garde mobile de la République de 48 qui devait s'attirer une renommée si épouvantable pendant les Journées de Juin, tel fut le cas des fameuses blouses blanches de l'Empire qui assommaient aux soirs de Juillet 70 ceux qui criaient : « Vive la paix ! », tel fut le cas plus récent des Cent-Noirs de Russie, tel est le cas en Argentine de la bande organisée sous le titre peu farouche et bien fait pour ne pas éveiller les soupçons de « Société Sportive Argentine ».

Cette société éminemment bourgeoise, composée d'une part de tous les fils à papa de Buenos Aires, et d'autre part de toute une série de littérateurs et d'esthètes dont plusieurs s'étaient dit autrefois anarchistes, résolut de se constituer en « société de salut public » pour « mater les anarchistes ». Le Préfet de Police consulté officiellement donna carte blanche pour tout ce qui pourrait être fait et *il fit remettre à chacun des membres une carte accréditant son porteur comme membre de la police pour toute la durée des fêtes*. On assure même que des cannes à épée furent distribuées par les soins de la Préfecture.

#### PREMIÈRE JOURNÉE

En tout cas, le samedi 14 mai, après que des manifestations patriotiques d'étudiants eurent parcouru toute la ville, sous l'œil bienveillant de la police qui tolérait tous les excès et que les esprits eurent été ainsi suffisamment échauffés, une grande réunion eut

lieu à 5 heures au local de la Société Sportive Argentine, sous la présidence du baron Demarchi. Il y fut décidé d'exterminer les anarchistes (lisez anarchistes, socialistes et syndicalistes) au nom de la Patrie et de l'Indépendance.

Aussitôt dit, aussitôt fait. Profitant de ce que la plupart des militants étaient sous les verrous depuis la veille, les invités de la Société Sportive résolurent de se porter contre les locaux anarchistes et socialistes qu'ils savaient dépourvus de leurs défenseurs, et là, à défaut des hommes qu'ils savaient de taille à se défendre, de s'attaquer aux choses. C'est ainsi qu'ils allèrent d'abord aux bureaux de *la Protesta* et de *la Batalla* dont tous les rédacteurs étaient arrêtés. La plus immonde des lâchetés s'alliait à la haine.

A huit heures du soir, plusieurs milliers de personnes qu'on avait raccolées à la hâte, riches bourgeois, nobles titrés, fonctionnaires, policiers et députés (1) se trouvèrent rassemblés au 837 de la calle Libertad devant la maison vide des quotidiens anarchistes.

Rapidement les portes furent enfoncées et tout fut mis à sac. Les machines, les meubles furent cassés, brisés en mille morceaux et entassés avec tous les livres et les papiers.

On mit alors le feu à ce bûcher et la sarabande bourgeoise se mit à danser et à pousser des vivats jusqu'à ce que tout fût consumé, maison et mobilier.

Mise en goût, la bande se porta alors aux bureaux de *la Vanguardia*. *La Vanguardia* est un quotidien socialiste qui avait mené campagne contre le projet de grève générale pour les fêtes du Centenaire. Cela importait peu à nos bourgeois. Ils résolurent de faire subir à *la Vanguardia* le traitement qu'ils avaient in-

(1) Parmi les assaillants furent reconnus notamment trois députés : Pedro Luro, Juan Balestra, Carlos Carles.

fligé à *la Batalla*. Le D<sup>r</sup> Justa, directeur du journal socialiste, se doutant de ce qui allait arriver, avait été demander secours à la Préfecture de Police où on lui donna 20 gardes à cheval et où on le tranquillisa.

A 9 h. 40 les incendiaires arrivèrent. Les 20 gardes à cheval étaient bien là, mais ils ne bronchèrent point, et c'est devant leurs yeux, sans qu'ils esquissent le moindre geste, que l'assaut fut donné à *la Vanguardia* et que tout y fut brisé comme à *la Batalla*, meubles, linotypes, machines d'imprimerie. Et comme le docteur Justa implorait l'aide du commissaire de police Reynoso, celui-ci lui répondit en riant : « Que voulez-vous, ils sont enthousiastes, ces enfants. »

On se remit en marche, à pied, en voiture, en automobile, pour un autre quartier de la ville, pour le 2070 de la *calle Mejico* où est le siège de la Confédération Ouvrière, de l'hebdomadaire syndicaliste *Accion Socialista*, et de nombreux syndicats.

Mais là, la scène va changer. Au lieu de se trouver en face de locaux entièrement ou presque entièrement privés de défenseurs, les bourgeois de la Société Sportive allaient être aux prises non pas avec des forces égales en nombre, loin de là, mais au moins avec quelques hommes résolus. Ces quelques hommes allaient suffire pour mettre en déroute toute cette armée de policiers, de barons et de députés.

A peine ceux-ci en effet avaient-ils commencé à essayer d'enfoncer la porte de la rue qu'une volée de coups de revolvers partit de l'intérieur. Ce fut une débandade folle. Chacun se sauva à toutes jambes, les plus courageux déchargeant leurs revolvers au hasard avant de s'enfuir, et la plupart perdant leur chapeau dans la déroute.

Les assaillants avaient trois blessés que des voitures de l'Assistance Publique vinrent chercher peu après.

## DEUXIÈME JOURNÉE

Mais cette fuite honteuse ne faisait pas l'affaire de la Préfecture qui tenait absolument à ce que le local de la Confédération subit le même sort que ceux des quotidiens. On résolut donc de recommencer le lendemain la tentative avortée la veille, et de la faire appuyer cette fois par les forces régulières.

Le lendemain donc, à dix heures et demie du soir, la troupe des bourgeois revint plus nombreuse encore et plus excitée. Elle était forte de 2 à 3.000 hommes.

En s'approchant du 2070, les poltrons tiraient des coups de revolver pour se donner du courage et dans l'espoir d'intimider les défenseurs. Mais ceux-ci, cette fois, n'étaient pas à l'intérieur. Ils étaient dans la rue, et comme la colonne arrivait au coin de la rue Mejico et de la rue Sarandi, une salve bien ajustée couchait par terre une vingtaine de ces preux et tout le reste, comme la veille, prenait la fuite.

Mais ils se heurtèrent cette fois à des forces policières qui les attendaient. Celles-ci, aidées d'une compagnie de pompiers, ramenèrent les bourgeois à la charge. Pendant ce temps, nos camarades avaient eu le temps de disparaître. On fouilla une maison où l'on pensait qu'ils s'étaient réfugiés, mais en vain. Alors les pompiers brisèrent avec leurs haches la porte de la Maison Confédérale, ainsi que celle de la maison du syndicat des boulangers, située auprès, et les scènes de la veille recommencèrent. Tout fut brisé. On ne s'abstint de mettre le feu que sur la prière d'une directrice d'école dont la maison était contiguë et qui craignait que le feu ne se communique à son école.

Le but de la police était atteint. En brisant les machines des organes de la classe ouvrière, en détruisant les lieux de réunion de ses militants, elle savait qu'elle opérerait ainsi beaucoup plus efficacement qu'en

se contentant d'emprisonner les rédacteurs, de confisquer les numéros et d'interdire les réunions. Des rédacteurs, ça se remplace ; des numéros, ça se réimprime ; des réunions, ça se décommande et ça se recommande.

Mais comment faire pour tirer un journal lorsqu'on n'a plus ni linotypes, ni machines ? Comment faire pour se concerter quand on ne sait plus où se trouver ?

Par les actes de barbarie de la calle Libertad et de la calle Mejico, la police espérait bien se procurer une trêve.

\* \* \*

Mais ce n'est pas seulement aux actes utiles au gouvernement et à la police que devaient se limiter les atrocités commises pendant ces nuits des 14 et 15 mai.

D'une façon générale, quand on lâche la bride à la barbarie, on ne sait jamais où celle-ci s'arrêtera, mais on le sait encore bien moins lorsque cette barbarie est la barbarie bourgeoise, la plus terrible et la plus impitoyable de toutes, comme l'a assez montré la conduite des bourgeois de Paris, retour de Versailles.

Il n'eût suffi pas aux bourgeois de Buenos Aires de briser et de brûler, il leur fallait toutes les autres jouissances du soudard, il leur fallait torturer, piller et violer.

Il existe un quartier de Buenos Aires (rues Laval et Andes) qui est presque entièrement occupé par des Russes. Ceux-ci ont la timidité et la résignation habituelles de leur race. De plus, ils sont pauvres. C'était une proie toute désignée.

Donc, pendant qu'avaient lieu ailleurs les incendies de journaux, une bande d'étudiants s'organisa

sous la direction d'un commandant de l'armée régulière, en uniforme, pour piller le quartier russe.

Leur première victime fut un marchand de comestibles qui n'avait commis d'autres crimes que celui d'être Russe. Sa porte fut enfoncée, son magasin entièrement pillé et lui-même roué de coups. C'est à grand'peine que, tout sanglant, il parvint à échapper aux mains des bandits. Ceux-ci pénétrèrent ensuite dans les pièces attenant à la boutique et y trouvèrent plusieurs femmes qui s'y étaient réfugiées, transies de peur. Ils les violèrent. Ce fait est affirmé par nos camarades de la Confédération, qui ont interrogé eux-mêmes les malheureuses victimes.

Cela fait, ils parcoururent tout le quartier, criant, chantant, injuriant et battant les rares passants, cassant les devantures et brisant les portes, après quoi, le commandant les licencia avec ces paroles pleines de promesses : « C'est assez pour aujourd'hui, demain nous recommencerons. »

Et de fait, la nuit suivante, ils recommencèrent. Ce fut un libraire russe, qui ne dut le salut qu'à l'intervention de quelques jeunes gens résolus ; ce fut une maison de commerce tenue par une dame russe qui fut saccagée de fond en comble ; ce fut enfin un libraire du nom de Batista Fuezo, coupable d'avoir édité des livres d'opinion avancée, qui eut la visite des énergumènes, conduits cette fois par un colonel, le colonel Espinas.

Le libraire, prévenu quelques minutes avant, avait eu le temps de s'enfuir. Ils ne trouvèrent dans la boutique qu'un pauvre homme qu'ils battirent, mais ils se vengèrent sur la maison en la mettant à sac. Puis après leur départ, comme Fuezo avait réintégré son domicile, la police venait l'arrêter, laissant sa femme et ses enfants sans défense contre un retour possible de la canaille.

Une maison incendiée, cinq à six autres mises entièrement à sac, des hommes roués de coups, des femmes violées, tel est donc le bilan de ces lugubres journées, mais il est à remarquer que, malgré que la proposition en ait été faite, les manifestants ne se hasardèrent pas dans les quartiers véritablement ouvriers, car ils soupçonnaient trop comment ils y seraient reçus.

#### DOUBLE RÉPONSE

##### *La Grève Générale. — Bombe au théâtre Colon.*

La grève générale avait été décidée pour le 18 mai. En présence des événements, on résolut de l'avancer de deux jours. Elle éclata dès le lundi 16, le lendemain de la destruction de la Maison de la Confédération.

Et alors on vit cette chose admirable. Le prolétariat de Buenos Aires, privé de tous ses journaux et de tout mot d'ordre, incapable de trouver un endroit pour se réunir, dépourvu de la plupart de ses militants (il y avait alors plus de 300 arrestations d'opérées), trouva dans sa seule conscience de classe le sentiment de ce qu'il fallait faire, et il le fit.

Pendant plusieurs jours, la grande ville de Buenos Aires fut réquie au silence. Il y eut de 80 à 100.000 grévistes. Les travaux de l'Exposition furent abandonnés, les usines d'électricité durent être occupées par la troupe, les tramways ne purent pas circuler. Dans les quartiers ouvriers de Bocca et de Barracas, les quelques trams qu'on essaya de faire sortir furent renversés et incendiés malgré les policiers qui les occupaient ; il y eut plus d'une dizaine de conducteurs de tués et de blessés.

Une quinzaine de renégats de diverses autres cor-

porations furent aussi blessés, ainsi que deux gardes à cheval. Du côté grévistes, il n'y eut qu'un blessé.

Mais cette grève où les ouvriers étaient privés de tout moyen de se rassembler et de communiquer entre eux, ne pouvait s'éterniser. Elle déclina assez rapidement, et le 21 mai, après quatre jours de lutte, la Confédération lançait un manifeste proclamant la fin de la grève.

Le travail n'avait cependant pas dit encore son dernier mot. Le jour de la fête du centenaire, des milliers de lampes électriques qui devaient illuminer les monuments et les salons officiels, refusèrent énergiquement de briller. On recourut à l'huile et au pétrole.

\*  
\* \*

Mais ce n'était pas suffisant. Aux actes de banditisme commis par les bourgeois dans les nuits des 14 et 15 mai, il fallait une réponse encore plus rude, encore plus énergique.

Cette réponse eut lieu le 26 juin, au théâtre Colon.

Dès le 25 mai, une bombe avait éclaté à la porte d'une maison de la rue Juncal. Cette bombe sans signification (la maison n'était occupée que par un commandant en retraite complètement insignifiant) tua un enfant de neuf ans. L'origine policière d'une telle bombe était trop évidente. On essayait ainsi en haut lieu de justifier après coup le vandalisme des jours précédents.

Mais personne ne s'y laissa prendre. « Ce n'est pas une bombe terroriste, ce n'est pas une bombe ouvrière, celle qui tue un innocent de neuf ans, » déclarèrent nos camarades de *la Accion Socialista*. Les bombes terroristes savent faire justice ; elles s'atta-

quent aux grands criminels, témoin celle qui frappa Falcon (1) ! »

Et, en effet, un mois après, presque jour pour jour, la bombe vengeresse éclatait et frappait les coupables.

C'était la bourgeoisie en soi, dans ce qu'elle avait de plus présentatif, qui avait commis les actes des 14 et 15 mai ; ce fut contre la bourgeoisie en soi que fut lancée une bombe au grand théâtre de Buenos Aires, le 26 juin, à neuf heures et demie du soir.

Cette bombe, lancée du paradis sur l'orchestre, à la vérité n'était pas très dangereuse. Néanmoins, après que les assistants, pris de terreur, eurent abandonné le théâtre, on trouva étendus une dizaine de blessés. Un grand nombre de spectateurs avaient été, de plus, contusionnés dans la panique.

Telle fut la réponse de nos camarades argentins à l'incendie et au pillage de leurs biens. Nul doute qu'ils ne sortiront grandis de cette nouvelle épreuve et plus prêts que jamais aux luttes nécessaires, plus prêts que jamais à l'action, « l'action qui est, selon leur expression, la poésie la plus glorieuse de la vie, poésie gigantesque et universelle, comme la vie elle-même ».

XXX.

---

(1) Falcon, préfet de police de Buenos-Aires, avait été tué par une bombe le 14 novembre dernier.

## A TRAVERS LES LIVRES

**Le Chemin du Pouvoir**, par KARL KAUTSKY. Prix : 2 fr. —  
Libr. Giard et Brière.

Ce nouvel ouvrage de Kautsky est surtout un livre de combat. Il a été écrit afin de s'opposer à la conception optimiste des révisionnistes du Parti social-démocrate allemand, qui prétendent que, grâce au développement lent, graduel et pacifique des syndicats ouvriers, des coopératives socialistes et des succès électoraux du Parti, la société se transformera peu à peu, sans secousse violente, uniquement à l'aide des réformes dites socialistes. Aussi les révisionnistes cherchent-ils à constituer une alliance avec d'autres partis politiques bourgeois avancés; tandis que les marxistes déclarent que le Parti doit suivre une politique d'opposition irréductible à tous les autres partis.

Kautsky montre que si les syndicats ouvriers se sont extrêmement développés et ont accru la force de la classe ouvrière allemande, d'autre part l'organisation patronale a été considérablement renforcée et a accru, parallèlement, la puissance de la classe capitaliste. Il en conclut que les méthodes syndicalistes sont impuissantes à résoudre la question sociale, sans le concours actif du Parti, s'emparant du pouvoir politique. Cette critique du syndicalisme n'est pas nouvelle et repose sur de nombreuses équivoques qu'il n'y a pas lieu d'exposer ici. Disons seulement que Kautsky se fait de la révolution sociale une conception toute politique et n'envisage pas réellement l'économie capitaliste. Hypnotisé par les luttes des partis pour le pouvoir, il y voit l'essentiel de la lutte des classes; les partis n'étant, pour lui, que le reflet des classes, et leurs oppositions que les oppositions mêmes de ces classes.

Dans l'avant-dernier chapitre, il expose comment l'antago-

nisme des classes s'est aggravé dans ces dernières années, s'appuyant sur des statistiques concernant les variations du prix des vivres et du blé en particulier, du taux des salaires, du nombre de voix obtenues aux élections par les différents partis, des dépenses militaires, etc... Or les statistiques, et surtout les statistiques globales, ne prouvent pas grand'chose, elles n'expriment que des quantités et disent tout ce que l'on veut bien leur faire dire.

De temps à autre, Kautsky nous parle du développement de la technique industrielle et y rattache, comme l'effet à sa cause, le développement des conflits sociaux. Mais ce n'est là qu'une déclaration toute verbale, une manière de parler que les marxistes ont empruntée à certains passages de l'œuvre de Marx. En fait, pour eux, depuis la publication du Manifeste Communiste, l'évolution sociale est donnée une fois pour toutes, quelle que puisse être la technique ultérieure. Ils acceptent bien théoriquement que le capitalisme est lié de quelque façon à l'introduction de la machine à vapeur, mais pour les techniques nouvelles qui peuvent bouleverser les rapports sociaux (conformément aux enseignements de Marx) nos fidèles marxistes s'en soucient fort peu.

IL EST ÉCRIT : que la concentration des capitaux réduira de plus en plus le nombre des possédants capitalistes et que de plus en plus le prolétariat sera réduit à la misère; que ce dernier s'organisera quasi automatiquement (grâce à « sa volonté de vivre » comme dit Kautsky) et s'emparera de toutes les forces de l'Etat capitaliste; qu'enfin il fera la « Révolution Sociale » en expropriant la classe capitaliste et substituera au régime actuel le régime socialiste.

Ne cherchez pas à comprendre comment il peut se faire que les transformations de l'organisation sociale reposant sur les transformations de la technique industrielle et celle-ci étant imprévue et imprévisible, l'organisation sociale actuelle doit faire place nécessairement au régime socialiste; ne demandez pas aux « marxistes » quelle sera la machine qui servira de base à l'organisation socialiste, qu'on nous promet si différente de l'état actuel, où toute exploitation aura disparu, etc...; ne demandez rien, ce serait peine perdue. En fait, toutes les prétendues lois d'évolution du marxisme ne sont que des formules commodes qui servent de base au programme d'un parti

politique et il ne faut pas y chercher trace d'une analyse réelle des rapports sociaux.

Le livre de Kautsky se termine par une série de prophéties sur les révolutions politiques de l'avenir. — *H. Lantz.*

**Travailleurs au rabais. La lutte syndicale contre les sous-concurrences ouvrières,** par PAUL GEMAHLING. Prix : 7 fr. 50. — Libr. Bloud.

Ce livre est écrit par un propagandiste du Sillon. Il contient une série de chapitres sur le travail des femmes, des enfants, des étrangers, des ouvriers à domicile, des prisonniers, etc.

Pour chacune de ces catégories de « travailleurs au rabais » l'auteur étudie l'importance qu'elles ont sur le marché du travail, l'influence déprimante qu'elles exercent sur les salaires des ouvriers qualifiés, et les mesures de défense prises par ceux-ci.

Ce livre est rempli de faits et de documents, mais cette documentation est trop de seconde main pour être vivante et significative. C'est un ouvrage fait dans les bibliothèques et à coups de ciseaux.

Comme conclusion, l'auteur est d'avis que les ouvriers ont autant à lutter contre les autres ouvriers qui viennent offrir leurs bras au rabais que contre les patrons, donc que les classes et la lutte de classes n'existent pas. — *R. L.*

#### Nous avons reçu :

BAKOUNINE, *Œuvres*, tome IV. Prix : 3 fr. 50. Libr. Stock.

F. ANSTEY, *Vice-Versa*, roman traduit de l'anglais par Ch. Bernard Derosne. Prix : 3 fr. 50. Libr. Stock.

A. RENAULT, *Le Syndicalisme dans les Chemins de fer*. Préface de V. Griffuelhes. Broch. à 15 cent. Edition du Groupe Paris-Saint-Lazare-Batignolles.

E. POUGET, *L'Action Directe*. Broch. à 10 cent. (15 cent. franco). Ed. de la *Guerre Sociale*.

A. NAQUET et G. HARDY, *Néo-Malthusisme et socialisme*. Prix : 20 cent. Edit. de *Génération consciente*.

## LA QUINZAINE SOCIALE

### LES FAITS

**Lundi 1 août.** — Augmentation du prix du pain dans divers quartiers de Paris.

— Manifestation des préparateurs en pharmacie pour la fermeture à neuf heures.

*Suède.* — Ouverture à Stockholm du platonique Congrès international de la Paix.

**Mardi 2.** — Les mineurs de Liévin et de Sallaumines demandent à leur syndicat de préparer un mouvement d'ensemble.

**Merc. 3.** — Ouverture à la Bourse du Travail de Paris du Congrès des mécaniciens et chauffeurs des chemins de fer.

**Jeu. 4.** — Une bombe éclate à Levallois-Perret.

*Allemagne.* — Grève aux chantiers maritimes de Hambourg.

**Vendr. 5.** — La révocation de l'employé des postes Quilici est maintenue.

— Le Congrès des Mécaniciens et Chauffeurs se déclare résolu à la grève des chemins de fer.

**Sam. 6.** — Une délégation du réseau de l'Est se rend discuter à la direction de la Compagnie.

**Dim. 7.** — Départ des aviateurs engagés dans le Circuit de l'Est.

**Lundi 8.** — Trois camarades des Ateliers du P.-L.-M. de Ville-neuve-Saint-Georges sont révoqués.

— Des soldats remplacent à Aubagne les boulangers en grève.

*Belgique.* — Ouverture du Congrès international des Mineurs.

**Merc. 10.** — Un décret ministériel transforme les compagnies de discipline.

— Grève de solidarité aux ateliers du chemin de fer de Tergnier.

*Italie.* — Manifestation à Bari contre le renchérissement des loyers. Trois morts.

*Allemagne.* — Lock-out partiel des chantiers maritimes de Hambourg.

*Espagne.* — Les grévistes de Bilbao repoussent les offres patronales et continuent à réclamer la réduction de la journée de travail.

**Jeu. 11.** — Ouverture à Bordeaux du Congrès de la Fédération Lithographique.

**Vendr. 12.** — Referendum dans la bassin houiller de La Mure, qui se prononce pour la grève.

**Sam. 13.** — *Allemagne.* — Le lock-out atteint les chantiers maritimes de Kiel.

**Dim. 14.** — Ouverture des Congrès de l'Habillement à la Bourse du Travail de Paris, des Employés, à Reims.

— A Besançon, Viviani et Fallières outragent la mémoire de Proudhon.

## NOTES ET DOCUMENTS

### Les progrès du syndicalisme révolutionnaire aux Etats-Unis

Le syndicalisme révolutionnaire se développe chaque jour davantage aux Etats-Unis.

Dès 1905, l'organisation syndicaliste révolutionnaire des *Travailleurs industriels du Monde* fut créée en face de la *Fédération américaine du Travail*, la fédération des Gompers et des Mitchell, la fédération des vieilles trade-unions à esprit corporatif, réformiste et paix-sociale.

Les nouveaux syndicats révolutionnaires eurent des débuts difficiles. En 1908, ils n'étaient même pas encore capables de faire paraître régulièrement un petit bulletin mensuel. Aujourd'hui, pour rattraper le temps perdu, ils marchent à pas de géants. Ils possèdent à l'heure actuelle sept journaux; rien que pendant les mois de mai et de juin derniers, ils ont enregistré l'adhésion de neuf nouvelles organisations. Non contents de leurs succès parmi les travailleurs de l'industrie, ils sont en train de porter tout leur effort sur les travailleurs de la terre qui sont, au moment où j'écris ces lignes, rassemblés par grandes masses dans les contrées de l'Ouest pour la moisson.

Quant à leur but et à leur tactique, ils sont en tous points

conformes à ceux du syndicalisme révolutionnaire français. Leur but est la Révolution; leur tactique l'action directe.

Au sujet du but poursuivi, voici ce que dit leur déclaration de principes :

Les travailleurs ne doivent pas inscrire sur leur drapeau la devise conservatrice ; *un salaire normal pour une journée de travail normale*, mais ils doivent y inscrire le mot d'ordre révolutionnaire, *abolition du salariat*.

La mission du prolétariat est de détruire le capitalisme. Les producteurs doivent s'organiser non seulement pour la lutte quotidienne avec le capitalisme, mais aussi en vue de l'organisation de la production pour le jour où le capitalisme sera renversé. Par notre organisation syndicale nous constituons les cadres de la société future à l'intérieur même de la société actuelle.

Quant à leur tactique, c'est tellement la tactique du syndicalisme révolutionnaire français qu'ils emploient qu'ils ont fait passer telle quelle l'expression d'action directe dans leur langue sans même la traduire, et voici comment ils la définissent :

L'action directe signifie que le syndicat doit agir directement sur les patrons. La grève sous ses différentes formes est l'exemple le plus connu de l'action directe. Elle peut être une grève active, c'est-à-dire que les travailleurs quittent les ateliers, l'usine, établissent des barrages autour de l'usine et emploient tous les moyens en leur pouvoir pour amener les patrons à capituler. Elle peut être une grève passive, c'est-à-dire que les travailleurs ne quittent pas l'atelier, mais qu'ils suspendent temporairement le travail tant qu'on ne leur a pas accordé satisfaction. Elle peut prendre la forme du sabotage (le mot sabotage a passé aussi tel quel dans le langage de nos camarades américains sans être traduit), c'est-à-dire que les travailleurs continuent à travailler mais qu'ils travaillent plus lentement, qu'ils fabriquent des produits mal faits, et qu'ils causent au patron des dommages de toutes sortes jusqu'à ce que celui-ci soit obligé de céder.

L'action directe s'oppose ordinairement à l'action parlementaire, par laquelle les travailleurs cherchent à faire voter des lois en leur faveur, soit en les implorant des législateurs bourgeois, soit en nommant des leurs dans les assemblées législatives. Partout aujourd'hui, les travailleurs perdent confiance dans l'action parlementaire et ne comptent de plus en plus que sur l'action directe.

Telles sont les idées qui animent les Travailleurs industriels du Monde. Nul doute que bientôt elles auront recueilli l'adhésion de toute l'élite ouvrière d'Amérique. Et cela d'autant plus que le socialisme parlementaire, qui n'est pourtant encore qu'à ses débuts aux Etats-Unis, montre déjà toute son impuissance.

C'est ainsi qu'à Milwaukee, sur les bords du lac Michigan, l'une des rares grandes villes qui aient une municipalité socialiste, le conseil municipal socialiste vient d'inaugurer son règne en portant de 4 p. 100 à 4,5 p. 100 le taux de l'intérêt des obligations de la ville, de façon à se concilier les bonnes grâces des financiers et éviter ainsi que ceux-ci ne ruinent le crédit de la ville pour la punir d'avoir élu des socialistes !

En face, d'une part, d'un syndicalisme réformiste, réactionnaire et corrompu, comme celui de la Fédération américaine du Travail, en face, d'autre part, d'un socialisme parlementaire qui révèle son incapacité à s'émanciper de la tutelle capitaliste dès qu'il a acquis quelques bribes de pouvoir, les Travailleurs industriels du Monde, appuyés sur des principes solides et sur une organisation sérieuse, représentent la seule force saine du mouvement ouvrier aux Etats-Unis à l'heure actuelle. Leurs progrès considérables confirment que l'avenir est à eux.

Dans peu de temps, l'Amérique, cette vieille forteresse du trade-unionisme corporatif et réformiste, représentera l'élément le plus actif, le plus puissant et le plus sûr du syndicalisme révolutionnaire. — R. L.

### L'antipatriotisme en Angleterre

S'il y a un prolétariat qui était resté jusqu'ici rebelle aux idées antipatriotiques et à la solidarité internationale, c'est sans contredit le prolétariat anglais.

Il y a seulement une douzaine d'années, non seulement les ouvriers anglais n'étaient pas antipatriotes, mais ils étaient chauvins et impérialistes. Ils ne firent rien pour s'opposer à la guerre du Transvaal, laissant à quelques intellectuels bourgeois et à quelques fanatiques religieux tout l'honneur de la protestation.

Cette situation commence à se modifier : on se rappelle que déjà il y a quelques années, en période de tension diplomatique, une délégation des trade unions anglaises était venue faire à la Bourse du Travail de Paris une manifestation pacifiste. Aujourd'hui, en même temps que le syndicalisme révolutionnaire, sous la forme du « syndicalisme industriel », tend à s'implanter à l'intérieur ou en face des vieilles trade unions, réformistes et corporatistes, l'antipatriotisme prend de l'extension et tient une place de plus en plus grande dans la propagande syndicaliste.

C'est ainsi que l'organe officiel de la Ligue industrielle *The Industrialist*, publiait dans son numéro de mai dernier un article de tête dont voici les principaux passages :

« Le 24 mai est le jour de la Fête Nationale. Ce jour-là « on attend de vous que vous célébriez la Patrie — votre « patrie — en chantant *Rule Britannia, God Save the « King*, et en remerciant Dieu de ne pas être ce que « sont les autres hommes, en remerciant Dieu de vivre dans « une civilisation supérieure à toutes les autres, en remer- « ciant Dieu d'appartenir à un pays comme jamais le « monde n'en a vu.

« Etes-vous, oui ou non, les citoyens d'un puissant Etat ? « D'un Etat sur lequel le soleil ne se couche jamais, un « Etat où tout esclavage est inconnu, une véritable Terre de « Liberté, à laquelle aucun autre pays ne peut être com- « paré. Vous jouissez d'un degré de liberté et de bien-être « dont on ne peut trouver l'équivalent sur tout le reste de « la Terre. On vous accorde tout ce qui peut vous rendre « heureux; votre bonheur est la seule préoccupation de vos « dirigeants. C'est pourquoi il est de votre devoir de remer- « cier Dieu qui vous a comblé de ses bienfaits, et de « chanter la Gloire du Pays où vous avez eu le bonheur « de naître. *Rule Britannia*.

« Tel est le tableau que dérouleront sous vos yeux tous « les chauvins et tous les patriotes dont le pays regorge. « Mais le tableau comporte une autre face que vous ferez « bien de regarder.

« Il n'y a pas de différence pour l'ouvrier entre le fait  
 « d'être exploité par un capitaliste anglais et celui de  
 « l'être par un capitaliste étranger. Ce que nous voulons,  
 « c'est n'être exploité ni par l'un ni par l'autre. Il n'y a  
 « pas de différence entre le prolétaire anglais et celui des  
 « autres pays. Tous deux sont soumis à la tyrannie de leurs  
 « patrons. Tous deux vivent dans un état d'effroyable mi-  
 « sère. Tous deux sont réduits à mourir de faim lorsqu'ils  
 « ne trouvent pas d'ouvrage. Tous deux sont exploités,  
 « crèvent la faim, et même souvent sont tués, dans l'intérêt  
 « des mêmes gens, dans l'intérêt de la classe bourgeoise.

« La vérité, c'est que vous n'avez pas à défendre *vo*  
 « *tre* pays, *vo**tre* patrie, parce que vous n'avez jamais eu ni  
 « pays, ni patrie. On ne peut vous demander de défendre  
 « *vo**tre* liberté, *vo**s* privilèges — parce que vous n'avez  
 « jamais eu ni liberté ni privilèges. Ce que les bourgeois  
 « vous demandent, en réalité, c'est de défendre *leur* patrie  
 « à eux, *leur* propriété et *leur* puissance, quand elles sont  
 « en danger.

« Ce que nous, syndicalistes, nous vous disons, c'est de  
 « vous désintéresser de la patrie. Laissez à ceux qui pos-  
 « sèdent, le soin de chanter la gloire de l'Angleterre, lais-  
 « sez leur le soin de défendre leur patrie quand elle est  
 « attaquée. Vous n'avez pas à devenir des égorgeurs pour  
 « défendre ce qui ne vous appartient pas, pour défendre  
 « ce qui sert, au contraire, à vous opprimer et à vous ex-  
 « ploiter. »

Ce qui fait l'intérêt de ces paroles, c'est que le journal  
 qui les publie n'est pas un journal de doctrine. *The Indus-*  
*trialist* a soin d'indiquer dans sa manchette qu'il n'a de  
 rapports avec « aucun parti politique, ni aucune secte  
 anti-politique », c'est-à-dire qu'il n'est ni social-démocrate,  
 ni anarchiste. C'est donc un organe qui prétend se placer  
 uniquement au point de vue ouvrier, qui déclare vouloir  
 représenter uniquement les idées et les intérêts de la classe  
 ouvrière, en dehors de toute théorie et de toute école.

Qu'un tel journal manifeste des conceptions antipatrio-

tiques aussi nettes, cela est au plus haut point caracté-  
 ristique de l'évolution des idées de la classe ouvrière  
 anglaise. — R. L.

### Le Socialisme en danger

*N'embêtons pas le sous-ministre Sarraut.* — Nous avons  
 pointé au passage la capitulation des députés socialistes  
 devant Gérault-Richard et Légitimus. Nous noterons tout  
 simplement la présence de Viviani comme premier té-  
 moin au mariage de la fille de Rouanet, le député socia-  
 liste du 18<sup>e</sup>. Par contre, nous donnerons quelques détails  
 sur un ordre du jour de la Fédération Socialiste de la  
 Haute-Garonne.

L'attitude du Groupe socialiste parlementaire dans la  
 validation de l'élection Sarraut, à Narbonne fut mise en  
 discussion au Comité fédéral du 3 juillet, et voici d'après  
 le *Midi Socialiste* du 18 juillet, ce que fut cette discussion:

Le camarade Vétirac prend vivement à partie le groupe so-  
 cialiste parlementaire dans son ensemble, et les élus de Tou-  
 louse en particulier; il se demande s'il n'y a pas eu dans cette  
 affaire des combinaisons louches ou de la cuisine malsaine.  
 Après la campagne menée par le *Midi Socialiste*, contre l'élec-  
 tion de Sarraut, il ne s'explique pas que nos élus n'aient rien  
 trouvé à dire.

Il propose au Comité fédéral un vote de blâme contre le  
 groupe socialiste parlementaire.

Le camarade Prévot expose le mécanisme du travail parle-  
 mentaire en ce qui concerne les validations; les élections con-  
 testées sont réparties par bureaux; ces bureaux nomment un  
 rapporteur qui étudie les dossiers, fait son rapport et le fournit  
 au bureau. Le bureau discute le rapport, entend le candidat  
 protestataire et prend une décision. Cette décision est ensuite  
 soumise au vote de la Chambre.

Le bureau qui était chargé d'examiner l'élection de Sarraut  
 comprenait dans son sein sept socialistes et c'est à l'unanimité  
 de ses membres qu'il a proposé la validation.

Le député socialiste le plus qualifié pour intervenir dans la  
 discussion était le camarade Aldy, député de la première cir-  
 conscription de Narbonne; non seulement il n'est pas intervenu,  
 mais il a dissuadé ses collègues d'intervenir.

Ferroul, lui-même, qui était venu à Paris au moment où l'élec-

tion de Sarraut était soumise à l'examen de la commission n'a pas éprouvé le besoin de se défendre et a quitté Paris avant de connaître la décision de la commission.

Le groupe socialiste a d'ailleurs nommé une commission de trois membres chargée d'examiner l'attitude d'Aldy et de Ferroul dans cette affaire ; il convient d'attendre le rapport de cette commission avant de voter le blâme proposé par Vétirac.

Le citoyen Desbals insiste sur ce fait qu'il ne peut être allégué par les élus qui lisent le *Midi Socialiste* l'ignorance des motifs d'invalidation. Ce journal avait publié les manœuvres employées par M. Sarraut.

Il y avait d'ailleurs à combattre le représentant de la bourgeoisie ; à montrer quels procédés de corruption étaient mis en œuvre par un membre du gouvernement.

Il est à craindre qu'il y ait autre chose que les raisons données par Prévot pour expliquer la non-intervention. Sarraut est sous-secrétaire d'Etat à la guerre ; des députés ont besoin de lui pour des faveurs ou des sollicitations qui, il faut le dire, sont trop souvent demandées par des membres du Parti, et en combattant le dispensateur de ces faveurs, on s'interdisait tout espoir d'avoir des démarches couronnées de succès. Il y avait aussi peut-être des tractations peu convenables.

Deux ordres du jour sont déposés pour clôturer la discussion. L'un de Desbals demandant « une enquête pour établir les responsabilités ». Le suivant de Vétirac :

La Fédération socialiste de la Haute-Garonne regrette l'attitude du groupe parlementaire et sa non-cohésion dans les questions qui intéressent le Parti, le blâme pour sa non-intervention dans la validation Sarraut.

L'ordre du jour de Vétirac est adopté par 10 voix contre 9 à celui de Desbals.

Le fait que le Groupe parlementaire ait refusé de causer de la peine à un sous-ministre ne présenterait pas grande importance s'il n'était un signe, une manifestation de l'impuissance — volontaire ou non — du Groupe vis-à-vis du gouvernement. A qui fera-t-on croire que les mêmes hommes qui n'osent prendre position sur de semblables faits pourront parler librement et faire quelque chose d'utile quand de graves questions comme les concessions minières et la grève des chemins de fer viendront en discussion ? — P. M.

*Un Echevin socialiste, avocat d'affaires.* — Avant peu d'années, la Belgique possédera quelques ministres socialistes. Ce ne seront point comme ici des « renégats ». Le Parti ouvrier lui-même les aura délégués au gouvernement. L'effritement continu, à chaque élection, du parti clérical au pouvoir ne laisse pas de doute à cet égard : dans deux ou quatre ans, le parti anticlérical (libéraux et socialistes alliés) gouvernera. Ça nous en promet de belles ; et nous pouvons en escompter grand profit pour le développement des idées antiparlementaires et révolutionnaires, dont a grand besoin le mouvement ouvrier belge. Déjà la participation des socialistes à l'administration des communes nous en donne un avant-goût.

Il faut savoir que les communes belges sont administrées par un bourgmestre, nommé par le roi, et par un collègue d'échevins élus par le conseil communal. Dans les principales villes du pays, les anticléricaux sont en majorité au conseil communal, et c'est ainsi que depuis plusieurs années, Bruxelles, Anvers, Gand, Liège, etc., comptent chacune un ou deux échevins socialistes. Bruxelles, notamment, a comme échevin des finances, M. Georges Grimard, gros avocat d'affaires et sénateur socialiste.

Il y a quelques années, M. Grimard se mettait déjà en assez scandaleuse posture en prenant, comme avocat, la défense du multimillionnaire Marquet, tenancier des tripots d'Ostende, qui contrevenait impudemment à la loi sur les jeux. Comme sénateur socialiste, M. Grimard avait voté cette loi ; le lendemain même, comme avocat, il secondait le croupier Marquet qui la violait. Vivement interpellé dans *le Peuple* par le citoyen de Brouckère, M. Grimard déclarait que ses actes comme avocat ne regardaient pas le parti.

Cette année, c'est dans ses fonctions d'échevin socialiste que M. Grimard est accusé d'avoir secondé le jeu des financiers. Il s'agit du groupe Empain, bien connu en France, et dont l'exploitation des tramways bruxellois est une des meilleures affaires. Comme le terme de sa concession approchait, pour la ligne Nord-Midi, la Compagnie des Tramways fit une demande de renouvellement pour une durée de 20 ans. Sur la proposition du collègue, dont

M. Grimard est l'échevin des finances, le conseil communal de Bruxelles, dans sa séance du 6 juin dernier, votait ce renouvellement. Ce n'alla pas sans soulever quelques protestations dans les rangs socialistes. Le 9 juin, le *Peuple* publiait une note du secrétaire, Emile Vinck, de la Fédération nationale des conseillers communaux socialistes. M. Grimard y était nettement accusé. « Au cours de ces dernières années, écrivait Vinck, de fréquentes occasions se sont présentées d'entraver l'exploitation des Tramways bruxellois et de rompre le monopole qui nous enserre. Quelques dévoués s'y sont attelés. *Toujours ils se sont heurtés à l'hostilité du collège bruxellois, où cependant siégeait un représentant du Parti Ouvrier.* » Et plus loin : « La participation au pouvoir ne se justifie à nos yeux que par l'action directrice qu'un échevin peut donner aux attitudes mêmes du groupe qu'il représente, en faveur de solutions qui sont les nôtres. C'est le contraire que nous avons le regret de constater ».

Vinck porta l'affaire devant la Fédération bruxelloise du Parti Ouvrier qui la discuta le 27 juillet (1). M. Grimard se disculpa en arguant que la mise en régie des tramways serait onéreuse à l'heure actuelle et nuirait au principe même de la municipalisation des services publics.

On trouverait peut-être ailleurs l'explication de sa conduite. Interpellé en effet par Vandervelde lui demandant de déclarer s'il était, oui ou non, l'avocat de la firme Empain — « ce qui permet à des adversaires mal intentionnés de répandre cette calomnie que l'échevin socialiste représente au conseil communal des intérêts privés plutôt que l'intérêt public » — M. Grimard répondit qu'il n'avait jamais été l'avocat *permanent* de la firme Empain ; qu'il s'était *autrefois occupé pour celle-ci des tramways de Lille et de Marseille* ; mais que depuis cinq ou six ans, il n'avait plus jamais été consulté par elle.

Ici, où les manœuvres des politiciens d'affaires ont été dévoilées en mille occasions, une telle réponse aurait semblé presque un aveu. A Bruxelles, où l'on retarde tou-

(1) Voir le *Peuple*, de Bruxelles, n° 210 du 29 juillet 1910.

jours de quelques années sur Paris, elle parut satisfaisante. Et Vandervelde le proposant, l'éponge fut passée sur cet incident par le vote de l'ordre du jour pur et simple (52 oui, 27 non et 13 abstentions). Il n'en est pas moins symptomatique, et c'est pourquoi nous avons cru intéressant de le signaler ici. — H. A.

*La rébellion badoise.* — L'Allemagne socialiste est en émoi. Une fois de plus, les parlementaires du Sud, où prédomine le réformisme, ont tiré les dernières conséquences d'une méthode qui joue son va-tout sur le bulletin du vote et l'action parlementaire.

Le vote du budget, au Landtag badois, par le groupe social-démocrate tout entier (moins trois abstentionnistes) est un fait d'autant plus symptomatique qu'il s'agrémente d'une violation flagrante de la discipline du Parti. On sait, en effet, que le Congrès de Nuremberg (1908) avait confirmé en l'accentuant, l'interdiction de voter le budget, et cela, justement à la suite de l'attitude contraire des groupes parlementaires des Etats du Sud.

Il s'agit donc bel et bien d'une rébellion ouverte contre l'autorité, jusque là souveraine, du Congrès du Parti. Quelles en sont les raisons ? Mais, en plus petit et en plus mesquin, les mêmes qui, en France, ont fait naître le socialisme jaune des *indépendants* ; qui, en Italie, ont mis le groupe parlementaire au-dessus du Parti lui permettant ainsi de collaborer, en toute *autonomie*, avec les partis bourgeois et le ministère ; qui, un peu partout, tentent à constituer ou reconstituer un bloc démocratique.

En Bade, ils en sont à faire bloc, depuis les élections de 1909, avec les... *nationaux-libéraux*, auprès desquels les mélinistes d'ici eux-mêmes font figure de démocrates avancés ! Et, remarquez-le bien, personne dans la social-démocratie n'avait élevé la moindre objection contre le scandale permanent du « Grand Bloc ». Pourquoi donc tant s'effaroucher des conséquences nécessaires de ce scandale ? J'entends bien qu'il y a, dans le vote du budget, une violation de la discipline : mais est-ce que le fait d'être entré dans un bloc dont les *principes socialistes* font tous les frais, n'est pas autrement grave ?

La bonne logique se trouve, décidément, du côté des blocards badois. Le bloc ne pouvant être maintenu qu'à condition de *mériter la confiance des nationaux-libéraux, du gouvernement et de la Cour*, force est aux députés socialdémocrates de voter le budget et de flagorner le grand-duc de Bade.

Ils s'acquittent, d'ailleurs, à merveille de cette dernière obligation. Ils ont déjà participé, à la séance de clôture de la session, avec entrain (en habits de fête, s. v. p.) aux *Hoch* (vivats) poussés en l'honneur du grand-duc. Ils ont décidé, de plus, de se faire représenter à la cérémonie de congratulations, qui va avoir lieu au château, à l'occasion des noces d'argent du souverain.

On n'est pas des mufles, parbleu !... C'est ce qu'explique dans une brochure, le député badois Kolb. La visite aux Tuileries du 20 juin et du 10 août 1792, c'est vieux jeu ! N'en étaient capables que des gens aussi dépourvus de savoir-vivre que de notions élémentaires sur la tactique parlementaire et ses « nécessités ». De même, le refus du budget, c'est bon pour les vieilles barbes de l'opposition bêtement démocratique. Nous, socialistes parlementaires, avons changé tout cela.

Que fera le Congrès socialdémocrate qui va se réunir, le 18 septembre, à Magdebourg ? On le sait d'avance. Il votera un blâme plus ou moins raide aux indisciplinés ; mais il n'osera, sans doute, pas aller plus loin. Il est même tout à fait improbable que quelqu'un ose seulement demander leur exclusion. C'est que le groupe parlementaire de Bade a derrière lui la majorité écrasante des socialdémocrates de ce pays, ainsi que des autres pays du Sud. Il a aussi pour lui la force des choses, les nécessités inéluctables de la méthode électorale et parlementaire, admise et glorifiée, pourtant, par la socialdémocratie tout entière.

On comprend donc que le député Kolb, un des leaders badois, aille carrément jusqu'à menacer le Parti d'une *scission*, au cas où le Congrès de Magdebourg voudrait imposer ses volontés aux réfractaires. L'unité blocarde d'abord ; l'unité socialiste, après ! — *B. Veillard.*

### Le Congrès confédéral de Toulouse

C'est du 3 au 10 octobre, c'est-à-dire dans un mois et demi, qu'il se tiendra. L'ordre du jour en a été définitivement arrêté au cours de cette quinzaine.

En dehors du rapport confédéral et des modifications aux statuts, les syndicats examineront les cinq questions suivantes : 1° retraites ouvrières ; 2° projets gouvernementaux sur le contrat collectif, l'arbitrage obligatoire et la capacité commerciale des syndicats ; 3° réduction des heures de travail ; 4° antimilitarisme ; 5° accidents du travail.

Quelle physionomie présentera ce Congrès ? Passionnée ou calme ? On ne saurait se prononcer encore.

Cependant, il faut bien se dire que les manœuvres gouvernementales qui ont contribué pour une part si grande à créer ce que l'on a appelé la « crise syndicaliste » peuvent difficilement ne pas venir, en vague mourante, jusqu'aux portes du Congrès. Il est à souhaiter qu'elles y viennent.

C'est à cette condition que ce qui peut rester encore du malaise qui pesa sur l'année 1909 sera dissipé. Alors, d'excellents camarades s'apercevront enfin qu'à dix années d'intervalle, Briand a recommencé — sans plus de succès — le coup de 1900, le coup de Millerand, et bien des malentendus cesseront.

Il n'est pas douteux que le Congrès approuvera à une énorme majorité la campagne contre le projet des retraites. Incontestablement, une opposition résolue sera décidée contre les nouveaux projets édités autour du contrat collectif, opposition qu'il s'agira, au sortir du Congrès, de matérialiser dans une propagande claire, nourrie et tenace.

En y joignant la loi sur les accidents du travail, battue en brèche par les syndicats patronaux de garantie et par les Compagnies d'assurances, ce sera la besogne défensive à tracer.

Reste la besogne d'attaque. Le Congrès de Toulouse reprendra-t-il, avec les modifications que réclame l'expérience, la campagne pour les huit heures, pour la réduc-

tion des heures de travail ? C'est sur ce point que les militants devraient porter leurs efforts au Congrès. A quatre ans de distance du 1<sup>er</sup> mai 1906 on peut juger le mouvement qui se produisit alors. Rien ne permet de dire qu'il fut une faillite ou un échec. Qu'on regarde de près, que l'on fasse le compte des éléments que cette période de propagande a amenés dans les syndicats. Rien qu'à Paris, les organisations ont été renforcées par plus de 50.000 adhérents nouveaux.

Il convient de détruire cette légende que le mouvement pour les 8 heures fut un échec. Il y eut effort ; il y eut ensuite fatigue ; c'était naturel. Beaucoup de camarades répètent la formule tout en s'étonnant au même moment qu'il y ait présentement une aussi vigoureuse poussée vers l'organisation et vers la grève. Il faut faire justice d'une formule mensongère.

La crise qui sévit et qui va tout cet hiver écraser le budget de la famille ouvrière, cette augmentation des dépenses indispensables qui dépassera vraisemblablement un franc par jour, va s'accumuler de la souffrance et de la haine qui éclateront fatalement. Il faut que le syndicalisme utilise cette eau dans son moulin et qu'il lui fasse rendre des résultats. Il n'est pas trop tôt d'y penser dès maintenant et de s'y préparer.

Le Congrès de Toulouse a du travail sur la planche, travail de défense et travail d'attaque ; il saura mettre en train l'un et l'autre.

### Bas les pattes !

Jaurès prodigue ses conseils aux cheminots. Dans l'*Humanité* du 10 août, il les conjure de ne pas partir en grève avant la rentrée des Chambres.

Pour moi, je ne sais pas quelles sont leurs résolutions : j'ignore tout de leur plan de campagne, mais je ne crains pas de répéter ce que j'ai dit ici : c'est qu'ils accroîtront leurs chances de succès à tout événement s'ils attendent que la controverse, monopolisée à cette heure par la grande presse du capital, ait pu être portée devant le Parlement ; que leurs revendications aient pu être produites, et que le pays, mal informé encore, ait été appelé à juger.

Pour Jaurès, les cheminots accroîtraient leurs chances de succès en portant leur conflit devant le Parlement. Il n'y a là rien qui puisse surprendre. Jaurès tient à sortir quelques discours et à se poser à la tribune de la Chambre comme le représentant de la classe ouvrière.

Je n'ai pas de conseils à donner aux cheminots. C'est à eux et à eux seuls à fixer l'heure de la grève et même s'ils doivent la faire.

Mais il est nécessaire de demander à Jaurès s'il croit vraiment que les interventions socialistes au Parlement furent d'un secours quelconque aux postiers, lors de leurs deux grèves ?

Par tous les moyens, du premier au dernier jour de grève, on laissa entendre aux postiers que le Parlement allait solutionner le mouvement : le premier jour, en obtenant la mise en liberté des camarades arrêtés à la manifestation du Central Télégraphique ; dans la suite, en provoquant le renversement de Simyan et du ministère Clemenceau.

A chaque interpellation, devant les yeux étonnés des postiers, ce ministère, qui devait mordre la poussière, était régulièrement victorieux, insolemment victorieux.

Et la grève s'en trouvait énervée ; le mouvement affaibli, découragé.

Que les cheminots se gardent bien de céder à la même illusion ! Certainement, une solution par la voie parlementaire peut sourire à la paresse humaine. Mais, qu'elle se dise bien, cette éternelle paresse humaine, que vingt discours de Jaurès ne valent pas la préparation sérieuse et méthodique que doivent faire les militants des cheminots.

Le sort de la lutte sera décidé par l'énergie et par la cohésion des cheminots. Tout espoir en le Parlement amollira l'énergie, brisera la cohésion, partant réduira les chances de victoire.

S'il est besoin d'un autre exemple encore, eh ! bien que les cheminots français regardent du côté de leurs camarades italiens et qu'ils leur demandent comment se conduisirent à leur égard les Bissolati du socialisme parlementaire. — *P. Monatte.*

## ENTRE NOUS

### Remplissez les listes d'abonnés possibles !

Nous avons dit, la quinzaine dernière, que nous désirions recueillir 3.000 adresses d'abonnés possibles et les utiliser au mois d'octobre. Nous comptons sur nos abonnés présents pour nous les donner, ajoutons-nous.

Aujourd'hui, nous joignons au numéro une liste à remplir. Nous insistons auprès de nos amis pour qu'ils ne remettent pas à la quinzaine ou la semaine suivante le soin de relever les noms des personnes de leur entourage susceptibles de s'abonner. Qu'ils rassemblent de suite leurs souvenirs, qu'ils recherchent dans leur calepin, qu'ils fassent un tri judicieux dans les noms qui leur viendront à l'esprit et que sans tarder, sans renvoyer au lendemain, ils remplissent la liste, la mettent sous enveloppe à notre adresse et la jettent à la poste.

Il serait utile que nous ayons reçu au 15 septembre toutes les listes que nos camarades sont disposés à nous envoyer. Ce délai d'une vingtaine de jours ne doit pas être dépassé, car, avec Lantz, avec tous ceux qui voudront nous donner un coup de main — car la préparation d'un envoi à 3.000 personnes n'est pas un petit travail — nous n'aurons pas trop de toute la deuxième quinzaine de septembre.

Songez donc : il faudra classer tout d'abord les « possibles » suivant les tarifs postaux : ceux de la Seine, Seine-et-Oise et départements limitrophes ; ceux des autres départements ; ceux des autres pays.

Il faudra ensuite relever en double ces adresses sur les étiquettes d'envoi, attendu que les deux numéros d'octobre seront expédiés.

Il faudra encore, j'allais l'oublier, relever aussi toutes ces adresses sur enveloppes pour l'envoi d'une lettre circulaire prévenant de l'envoi des deux numéros, et demandant de retourner le numéro du 20 octobre — avec la mention « refusé », ce qui évite tout frais — si l'on n'est pas disposé à s'abonner, sinon nous interpréterons le non-renvoi comme une acceptation de l'abonnement et ferons présenter, aux premiers jours de novembre un recouvrement par la poste.

Tout ce travail doit être terminé à fin septembre ; le classement des 9.000 adresses, sans compter les 4 à 5.000 adresses supplémentaires pour l'envoi d'une circulaire à tous les syndicats confédérés. En tout 15.000 adresses à écrire. Je vous assure que c'est un rude travail, et pas amusant !

Voilà pourquoi nos abonnés, comprenant qu'un retard de leur part rendrait notre travail difficile, se hâteront de faire l'envoi que nous leur demandons.

Nous voudrions recevoir 3.000 adresses d'abonnés possibles. En recevrons-nous moins ou davantage ? Nous serions désolés d'en avoir moins et joyeux d'en recevoir plus. Nous avons pris le chiffre de 3.000, tout d'abord parce que tablant sur un pourcentage de 10 p. 100, cela nous donnerait 300 nouveaux abonnés, ce qui nous porterait à 1.200, au budget bouclé, à la revue vivant par ses abonnements, à la fin des soucis matériels, ce qui nous permettrait de porter sur l'amélioration de la rédaction tout notre effort.

Nous l'avons pris encore, parce qu'il nous a semblé que c'est là le chiffre minimum que nous pouvions espérer.

Nous désirerions que chacun des 900 abonnés nous envoie une liste, mais y compter serait se mettre le doigt dans l'œil. Nous avons pensé qu'un tiers nous donnerait cette marque d'intérêt et cette aide. A dix adresses par liste, l'une dans l'autre, cela fera un total de 3.000. Allons, les 300, ne nous détrompez pas ; quelle joie s'il nous parvient plus de 300 listes !

Nous avons prévu un pourcentage de rendement de 10 pour cent. Ce pourcentage est un minimum ; il doit être dépassé. Il l'a été pour les envois sur une petite échelle de ces mois derniers. Un mois, nous avons même atteint 33 p. cent.

Le pourcentage sera d'autant meilleur que nos abonnés dresseront leur liste avec plus de soin, qu'ils choisiront judi-

cieusement leurs adresses. Il sera renforcé, encore, si nos abonnés ne se contentent pas de nous envoyer des adresses et s'ils recommandent par lettre ou de vive voix la lecture de la *Vie* aux personnes qu'ils nous auront signalées.

Nous avons avancé la quinzaine dernière qu'il y avait plus de 20.000 personnes en France susceptibles de s'abonner.

Nous en sommes convaincus, aujourd'hui. Comment ne le serions-nous pas quand nous voyons sept abonnés dans une même petite ville de 3.000 habitants, en Seine-et-Oise ?

La diffusion de la *Vie* dépend de l'ardeur de ses amis, des militants qui sentent le besoin d'une plus profonde éducation économique. Il n'est pas douteux que là où un camarade s'attachera à la faire connaître, à la faire lire, nous rencontrerons de nouvelles sympathies, partant de nouveaux abonnés.

En rendant compte de la réunion des abonnés, nous avons dit que nous pouvions — et que nous devons par conséquent — arriver vite aux 1.200 abonnés qui assureront la vie matérielle de la revue ; que nous pouvions atteindre très vite aussi un chiffre d'abonnés nous permettant l'abonnement aux journaux patronaux, aux revues économiques, aux journaux financiers ; que nous pourrions dans un court délai arriver à un chiffre d'abonnés qui nous permette d'ouvrir le Cercle syndicaliste, d'ajouter 32 pages et des illustrations à la revue.

Je le répète, nous le pouvons, tous ensemble, si un peu partout ou veut nous donner un coup de main, si l'on veut seconder l'effort que nous sommes décidés, pour notre propre compte, à donner à plein collier.

La première chose à faire c'est de nous renvoyer aussitôt que possible, et bien garnie, la liste d'abonnés possibles que vous apporte ce numéro.

#### Les articles en retard

Delzant n'a pu nous donner immédiatement la suite de son intéressante étude sur l'exploitation des enfants dans les verreries. Une telle étude ne s'écrit pas comme un simple article. Aussi, pris par le Conseil national des Verriers, puis par la grève de Terrasson, a-t-il été obligé de nous faire

attendre. Mais il nous a promis fermement la fin de son étude pour le numéro du 5 septembre.

\*  
\* \*

Nous n'avions pas été prêts, la quinzaine dernière, pour la traduction et l'utilisation des numéros de la *Accion Socialiste* et du Bulletin de la Confédération ouvrière argentine qui nous avaient été adressés de Buenos Aires. X X X nous a remis pour ce numéro-ci, son travail qui est un récit d'après les journaux révolutionnaires argentins parus clandestinement.

Nous apprenons au dernier moment que parmi les 200 ou 300 camarades arrêtés sans aucune forme de procès, certains ont été remis en liberté, ils sont peu nombreux ; d'autres, en très grand nombre, les étrangers ont été expulsés ; une cinquantaine de nationaux, enfin, ont été déportés à la Terre de Feu.

La Terre de Feu est la Sibérie de l'Argentine, mais une Sibérie plus implacable, plus meurtrière. On n'en revient pas. On y meurt. Cinquante camarades argentins, parmi les meilleurs, sont donc condamnés à une mort certaine.

Nous ne devons pas laisser s'accomplir cet assassinat. Sur la demande de camarades argentins réfugiés en France, nous avons convoqué une petite réunion où a été décidée la constitution d'un comité d'agitation.

#### La leçon des événements

Nous assistons à une hausse forcenée du prix des denrées. Tout augmente : sucre, pain, vin, viande, etc.

Déjà les organisations ont commencé une campagne d'agitation. L'Union des Syndicats de la Seine organise une série de meetings.

Mais comme en toute grave occasion, on devine ce qui s'est passé, mais on ne peut l'expliquer, on ne peut démasquer la manœuvre scélérate des spéculateurs. On manque de précisions, de faits et de noms. Quand donc des camarades de l'alimentation feront-ils pour le blé, pour le sucre, pour la viande,

le travail que Merrheim fait depuis plusieurs années pour l'acier et la houille.

Avec quelle force accrue et pénétrante notre propagande syndicaliste frapperait sur les puissances de l'alimentation.

### Encore et merci

Nous avons reçu à la suite de notre appel, une dizaine d'exemplaires du n° 1. Ce n'est pas encore suffisant. Qu'on fasse la chasse à ce n° ; chaque semaine nous avons plusieurs demandes que nous ne pouvons satisfaire.

Nous avons réussi à faire rentrer une cinquantaine d'exemplaires du n° du 5 juillet. Ce n'est pas suffisant, non plus. Pour réparer notre erreur de calcul, il nous faudrait encore une bonne vingtaine d'exemplaires.

P. M.

Le Gérant: H. LANTZ.



Imprimerie Coopérative Ouvrière, Villeneuve-St-Georges

# L'INTERNATIONALE

Documents et Souvenirs (1864-1878)

par JAMES GUILLAUME

## TOME I

avec un portrait de CONSTANT MEURON

De 1864 à 1870. Premiers congrès de l'Internationale : Genève, 1866 ; Lausanne, 1867 ; Bruxelles, 1868 ; Bâle, 1869. Premiers congrès de la Ligue de la Paix et de la Liberté : Genève, 1867 ; Berne, 1868. Bakounine et l'Alliance de la Démocratie socialiste. Création de la Fédération romande de l'Internationale et de son organe, l'*Egalité*.

Prix : 4. 50. — Prix spécial pour nos abonnés : dans nos bureaux, 3. 50 ; franco, 4 »

## TOME II

avec un portrait de MICHEL BAKOUNINE

De 1870 à 1872. Scission dans la Fédération romande. La guerre franco-allemande. Bakounine à Lyon. La Commune. Conférence de Londres, septembre 1871. Création de la Fédération jurassienne, novembre 1871. Congrès de la Haye : exclusion de Bakounine et de Guillaume, septembre 1872.

Prix : 6 ». — Prix spécial pour nos abonnés : dans nos bureaux, 4. 50 ; franco 5 »

## TOME III

avec un portrait de CARLO CAFFERO

De 1872 à 1876. L'Internationale contre le Conseil général : congrès de Saint-Imier. Suppression du Conseil général : congrès de Genève, septembre 1873. Histoire intérieure des fédérations de l'Internationale. Le congrès de Bruxelles, septembre 1874. Dernières années de Bakounine. — Appendice : nouveaux documents sur Bakounine et le congrès de la Haye.

Prix : 5 ». — Prix spécial pour nos abonnés : dans nos bureaux, 3. 75 ; franco, 4. 25

## TOME IV

avec un portrait d'ADHÉMAR SCHWITZGUÉBEL

De 1876 à 1878. Suite de l'histoire intérieure des fédérations de l'Internationale. Mort de Bakounine, juillet 1876. Les derniers congrès de l'Internationale : Berne, 1876 ; Verviers, 1877. Le congrès socialiste universel de Gand, 1877. La prise d'armes de Bénévent. Disparition du *Bulletin* de la Fédération jurassienne, mars 1878.

Prix : 5 ». — Prix spécial pour nos abonnés : dans nos bureaux, 3. 75 ; franco, 4. 25

## L'OUVRAGE COMPLET (les 4 volumes)

Dans nos Bureaux : 15 francs ; franco, 15 fr. 85

Cette œuvre remarquable, la seule publiée jusqu'à ce jour, en France, sur l'Association internationale des Travailleurs, a sa place marquée dans toutes les bibliothèques de syndicats, de groupes d'études et de militants.

## Bibliothèque du Mouvement Prolétarien

(Ancienne Bibliothèque du Mouvement Socialiste)

Chaque volume, 0 fr. 60

---

- I. *Syndicalisme et Socialisme*, conférence internationale, par V. GRIFFUELHES, B. KRITCHEWSKY, A. LABRIOLA, Hubert LAGARDELLE et Robert MICHELS.
  - II. *La Confédération Générale du Travail*, par E. POUGET.
  - III. *La Décomposition du Marxisme*, par Georges SOREL, 2<sup>e</sup> édition, 1910.
  - IV. *L'Action syndicaliste*, par Victor GRIFFUELHES.
  - V. *Le Parti socialiste et la Confédération du travail*, discussion par Jules GUESDE, Hubert LAGARDELLE et Édouard VAILLANT.
  - VI. *Les nouveaux aspects du Socialisme*, par Ed. BERTH.
  - VII. *Les Instituteurs et le Syndicalisme*, par M. T. LAURIN.
  - VIII. *La Révolution dreyfusienne*, par G. SOREL.
  - IX. *Les Bourses du Travail et la C. G. T.*, par P. DELESALLE.
  - X. *Voyage révolutionnaire*, Impressions d'un propagandiste, par V. GRIFFUELHES.
  - XI. *Les Objectifs de nos luttes de classes*, par Victor GRIFFUELHES et Louis NIEL, préface de G. SOREL.
- 
- 

**E. CICCOTTI**

---

## Le Déclin de l'Esclavage antique

Traduit par G. PLATON

1 vol. in-8 broché..... 10 fr.

---

---

**Georges SOREL**

---

## Réflexions sur la violence

Deuxième Édition

1 volume in-16 broché..... 5 fr.

---

---

Imprimerie Coopérative  
Ouvrière



Villeneuve-St-Georges  
(S.-et-O.)